



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 28th, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Apparel Accessories Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Julius Kravitz, comptable, Celia Cohen et Sylvia Kirshenblatt, sténographes, filles majeures, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de foulards, mouchoirs, cravates, mercerie, habits, vêtements de sport, vêtements et accessoires, marchandises sèches, textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal; filer, tisser, manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine et autres textiles, sous le nom de "Apparel Accessories Inc."

Letters Patent

"Apparel Accessories Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: Julius Kravitz, accountant, Celia Cohen and Sylvia Kirshenblatt, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montréal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of scarves, kerchiefs, ties, haberdashery, clothing, sportswear, wearing apparel and accessories, dry goods, textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminium or metal; to spin, weave, manufacture, produce, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool and other textiles under the name of "Apparel Accessories Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions, dont 300 seront des actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et le reste sera composé de 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15860 L. DÉSILETS.

"Atlas Adjustment Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'août 1946, constituant en corporation: Norman Saylor, avocat, de Caughnawaga, Irène Leduc, secrétaire, fille majeure, et Gertrude Richard, secrétaire, fille majeure, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'ajusteurs d'assurances, dispatcheurs, évaluateurs, inspecteurs, enquêteurs, courtiers et agents dans toutes autres spécialités différentes;

Enquêter, faire des rapports ou ajuster toutes réclamations d'assurance et autres, dommages ou pertes et leurs causes, et enquêter et faire rapport sur des compagnies, firmes ou autres personnes;

Exercer le commerce d'agents et de courtiers d'immeubles et d'hypothèques dans toutes leurs différentes spécialités, sous le nom de "Atlas Adjustment Company Limited," avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Les actions ne seront pas transférées sans le consentement écrit de tous les directeurs.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15861 L. DÉSILETS.

"Auto-Filtration Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: R.-Alma Lapierre, sténographe, Bernard Giroux, commis, Charles-H. Bérard, avocat, tous de la cité de Montréal, Herbert F. Vickerson, comptable, de Lachine et George L. Vickerson, ingénieur civil, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et autrement acquérir vendre, louer, assembler, réparer, négocier et faire le commerce de filtres, filtreurs, engins, moteurs, bouilloires, outillage d'usines d'énergie électrique, outillage hydraulique de toutes sortes, outillage électrique, minier et industriel, outils, instruments de toutes sortes; et, en général, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication, l'exploitation et la réparation desdits biens ou d'aucun d'eux; exercer les affai-

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00 divided into 400 shares, of which 300 shall be preferred shares having a par value of \$100.00 each, and the balance shall be 100 common shares having a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15860-o Deputy Attorney General.

"Atlas Adjustment Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1946, incorporating: Norman Saylor, advocate of Caughnawaga, Irène Leduc, secretary, spinster, and Gertrude Richard, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of insurance adjusters, average adjusters, appraisers, inspectors, investigators, brokers and agents in all other various branches;

To investigate, report or adjust all insurance and other claims, matters or losses, and causes thereof, and to investigate and report on Companies, Firms or other persons;

To carry on the business of real estate and mortgage agents and brokers in all their various branches, under the name of "Atlas Adjustment Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided in 200 common shares of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The shares shall not be transferred without the written consent of all the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15861-o Deputy Attorney General.

"Auto-Filtration Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, incorporating: R.-Alma Lapierre, stenographer, Bernard Giroux, clerk, Charles-H. Bérard, advocate, all of the City of Montreal, Herbert F. Vickerson, accountant, of Lachine, and George L. Vickerson, civil engineer, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, and otherwise acquire, sell, lease, set up, repair, deal in, and deal with filters, filtrators, engines, motors, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining and industrial equipment, tools, implements of all kinds; and generally to buy, sell, exchange and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture, operation and repair of the said property, or any of the same; to carry on the business of general contractors and to construct, execute,

res d'entrepreneurs généraux et construire, exécuter, faire, installer, améliorer, travailler et développer des travaux et commodités de toutes sortes privés et publics et leurs accessoires dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Auto-Filtration Co. Ltd.", avec un capital total de \$90,000, divisé en 9,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général.

15862

L. DÉSILETS.

carry out, equip, improve, work and develop private and public works and conveniences of all kinds and the equipment thereof in all their branches, under the name of "Auto-Filtration Co. Ltd.", with a total capital stock of \$90,000.00, divided into 9,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS.

15862-0

Deputy Attorney General.

"Bantam Togs Manufacturing Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'août 1946, constituant en corporation: Sol Teblum, marchand, Edward S. Berger et Benjamin L. Louis, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands et manufacturiers de toutes sortes de vêtements de sport, blouses, gilets, pantalons pour enfants, adolescents, hommes et dames et de vêtements de toutes sortes pour hommes et dames, sous le nom de "Bantam Togs Manufacturing Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires n'excédera pas vingt et aucune action ne sera valablement vendue sans avoir été offerte en premier lieu aux directeurs et sans le consentement unanime et par écrit de tous les directeurs.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général.

15863

L. DÉSILETS.

"Bantam Togs Manufacturing Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1946, incorporating: Sol Teblum, merchant, Edward S. Berger and Benjamin L. Louis, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of all kinds of children's, youths' men's and ladies' sportswear, blouses, jackets, pants and men's and ladies' apparel of all kinds, under the name of "Bantam Togs Manufacturing Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The number of shareholders shall not exceed twenty and no shares can be validly sold without first being offered to the Directors and without the unanimous consent in writing of all the Directors.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1946.

L. DÉSILETS.

15863-0

Deputy Attorney General.

"Borough Holdings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Alfred Rittenberg, manufacturier, Celia Cohen et Sylvia Kirshenblatt, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou d'intérêts en iceux et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres, et propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et les droits sur ces propriétés, et en particulier, acquérir par achat, posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur les propriétés immobilières portant les Nos de subdivision 29 à 315 inclusivement, 334 à 346 inclusivement, 348 à 351 inclusivement du lot portant le N° 634 du quartier St-Jean, dans la paroisse de St-Laurent, ayant front sur l'avenue Stuart entre l'avenue Ball et la rue St-Roch.

"Borough Holdings Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: Alfred Rittenberg, manufacturer, Celia Cohen and Sylvia Kirshenblatt, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property, and in particular, to acquire, by purchase, possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account immoveable properties bearing subdivision Nos. 29 to 315 inclusive, 334 to 346 inclusive, 348 to 351 inclusive of lot bearing No. 634 of St. John's Ward in the Parish of St. Laurent fronting on Stuart Avenue between Ball Avenue and St. Roch St.

Construire, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes de bâtisses et constructions qui seront utilisées pour aucune fin, avec ensemble toutes sortes de commodités usuelles ou nécessaires qui peuvent être avantageusement fournies ou procurées relativement à icelles, sous le nom de "Borough Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

15864

"Bury Industrial Association, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Arthur J. Hunt, Stephen J. Prangley, fermiers, et Able Whitehead, agent d'assurances, tous du village de Bury, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et détenir ou autrement faire le commerce de titres, obligations, débentures, actions, parts ou aucune sorte d'obligations ou autres garanties de tout gouvernement, état, municipalité, commission scolaire, compagnie ou de toutes autres autorités, sous le nom de "Bury Industrial Association, Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bury, district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

15865

"Cain-Kelly Company Limited"

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: James Brendan O'Connor, Gordon Murphy Webster, tous deux de la cité de Westmount, avocats, et Anne Smyth secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme une industrie en exploitation le commerce présentement exercé en les cité et district de Montréal par Andrew Cain, Thomas Joseph Kelly et William Henry Cain sous les nom et raison sociale de Cain-Kelly Company Reg'd, entrepreneurs, construction et réparation en général, et la payer en actions entièrement acquittées de la compagnie;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et passer des contrats, construire, exécuter, posséder et faire toutes descriptions de travaux et exercer, pour les fins susdites, les commerces d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, prendre à bail et autrement négocier et faire le commerce de camions, tracteurs, automobiles, vé-

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith, under the name of "Borough Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and 100 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

15864-o

"Bury Industrial Association, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1946, incorporating: Arthur J. Hunt, Stephen J. Prangley, farmers, and Able Whitehead, insurance agent, all of the Village of Bury, in the District of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and hold or otherwise deal in stocks, bonds, debentures, shares, stocks, or any kinds of bonds or other guarantees of any government, state, municipality, school commissions, companies or any other authorities, under the name of "Bury Industrial Association, Limited", with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Bury, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

15865-o

"Cain-Kelly Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: James Brendan O'Connor, Gordon Murphy Webster, both of the City of Westmount, advocates, and Anne Smyth, secretary, spinster, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the business presently carried on in the City and District of Montreal by Andrew Cain, Thomas Joseph Kelly and William Henry Cain under the firm name and style of Cain-Kelly Company Reg'd, contractors, General Building and Repairs, and to pay for the same in fully paid up shares of the Company;

To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and to carry on for the purposes aforesaid the businesses of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private;

To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances

hicules-moteurs, moyens de transport de toutes sortes et toutes pièces utilisées dans leur construction, ainsi que des moteurs, engins, machinerie de toutes sortes et accessoires et fournitures électriques et faire le commerce d'un atelier mécanique en général, de réparation en général et de garage, sous le nom de "Cain-Kelly Company Limited", avec un capital total de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15866 L. DÉSILETS.

of all kinds and all parts used in the construction thereof as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business, under the name of "Cain-Kelly Company Limited", with a total capital stock of \$30,000.00 divided into 300 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15866-0 Deputy Attorney General.

"Consolidated Investment Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: David Hodgson Fair, entrepreneur, de la cité de Westmount, Frederick C. Lange, vendeur, de la cité de Verdun, et Nathan Levitsky, procureur, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et faire toutes transactions comme courtiers et marchands d'actions, obligations, certificats et valeurs;

Garantir, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme mandants ou agents, et absolument comme propriétaires ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations ou débiteures, titres, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute banque à charte, ou de toute autre compagnie ou compagnies d'investissements constituées en corporation, sous le nom de "Consolidated Investment Corporation".

Le capital de la compagnie sera divisé en 100 actions sans valeur au pair et en 350 actions privilégiées d'une valeur de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15867 L. DÉSILETS.

"Consolidated Investment Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: David Hodgson Fair, contractor, of the city of Westmount, Frederick C. Lange, salesman, of the city of Verdun, and Nathan Levitsky, barrister, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake and carry out all transactions as brokers and dealers in shares, bonds, certificates and securities;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any other duly incorporated company or companies, under the name of "Consolidated Investment Corporation".

The capital of the company will be divided into 100 shares having no par value and in 350 preferred shares of a value of \$100.00 each, and the amount with which the Company will carry on its business is \$4,000.00.

The head office of the Company will be at city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15867-0 Deputy Attorney General.

"Deakin Trading Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, et Bertha Mendelsohn, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, dans toutes ses spécialités, de marchands de métaux de toutes sortes, de machinerie neuve et usagée de toute nature, sortes et descriptions, accessoires de plomberie usagés pour la marine, accessoires pour automobiles et chemins de fer, meubles, caoutchouc,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the city of Montreal, and Bertha Mendelsohn, Secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business in all its branches of dealers in metals of all kinds, new and used machinery of all nature, kinds and descriptions, used marine plumbing supplies, automotive and railroad equipment, furniture, rubber, plastics, Lucite, glass and Bakelite products, and to

plastique, lucite, verre et produits en bakelite, et manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, installer, monter, réparer et faire le commerce desdits produits et de moteurs, bouilloires, unités de pouvoir, outillage et instruments de toutes sortes;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, et construire, exécuter et faire des travaux publics et privés de toutes sortes, sous le nom de "Deakin Trading Co. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15868

L. DÉSILETS.

"D. E. Macleod Granite Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1946, constituant en corporation: Donald Edgar Macleod, gérant, de la ville d'Alexandria, province d'Ontario, William Henry Hardy et James McDonnell, gérants, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Développer et exercer le commerce qui consiste à extraire, tailler et polir le granite, le marbre, la pierre et autres produits semblables, sous le nom de "D. E. Macleod Granite Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grenville, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15869

L. DÉSILETS.

"Drummondville Riding School Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Ralph John Vear, commerçant, de Drummondville Ouest, Joseph Peter de Verteuil, étudiant, de Drummondville, et Frank Thomas Rutherford, bourgeois, de Grantham Ouest, tous du district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, garder, vendre, louer ou prêter des chevaux pour l'équitation ou pour toutes autres fins:

Faire le commerce de tous animaux, sous le nom de "Drummondville Riding School Company Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de cinq mille dollars, divisé en cinq cents actions de dix dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15870

L. DÉSILETS.

manufacture, buy, sell and otherwise acquire, equip, set up, repair and deal in the said products and in engines, boilers, power plants, equipment and implements of all kinds;

To carry on the business of general contractors, and to construct, execute and carry out public and private works of all kinds, under the name of "Deakin Trading Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15868-o

Deputy Attorney General.

"D. E. Macleod Granite Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1946, incorporating: Donald Edgar Macleod, manager, of the Town of Alexandria, Province of Ontario, William Henry Hardy and James McDonnell, managers, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, all for the following purposes:

To develop and carry on the business of quarrying, cutting and polishing granite, marble, stone and other similar products, under the name of "D. E. Macleod Granite Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Grenville, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15869-o

Deputy Attorney General.

"Drummondville Riding School Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: Ralph Vohn Vear, trader, of Drummondville Ouest, Joseph Peter de Verteuil, student, of Drummondville, and Frank Thomas Rutherford, gentleman, of Grantham Ouest, all in the district of Arthabaska, province of Quebec, for the following purposes:

Buy, keep, sell, rent or lend horses for riding or for all other purposes:

Deal with all animals, under the name of "Drummondville Riding School Company Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be five thousand dollars, divided into five hundred shares of ten dollars each.

The head office of the Company will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15870-o

Deputy Attorney General.

"E. A. Zakibe Realities Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Rachel Goldstein, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Élias Abraham Zakibe, manufacturier, de la ville Mont-Royal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter de M.E.A. Zakibe la propriété située sur la rue Jean Talon, en la cité de Montréal, connue comme étant "E. A. Zakibe Bldg."

Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dette de toute compagnie, association, société, personne ou personnes exerçant aucune partie des affaires que la compagnie est autorisée d'exercer ou en possession de propriétés convenables aux fins de cette compagnie et les payer en argent ou en actions ou valeurs ou pour toute autre considération et exercer le commerce de toute telle compagnie, association, société, personne ou personnes dont les biens sont ainsi acquis, sous le nom de "E. A. Zakibe Realities Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20). Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions. Aucun transfert d'actions de la compagnie ne peut être fait de quelque manière que ce soit à moins que le bureau de direction y ait consenti au préalable.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15871

L. DÉSILETS.

"E. A. Zakibe Realities Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Rachel Goldstein, secretary, fille majeure et usant de ses droits, both of the city of Montréal, and Élias Abraham Zakibe, manufacturer, of the Town of Mont Royal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase from Mr. E. A. Zakibe the property on Jean Talon Street in the city of Montreal known as the "E. A. Zakibe Bldg."

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership, person or persons carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this Company and to pay for the same in cash or in shares or securities or any other consideration and to carry on the business of any such company, society, partnership, person or persons whose assets are so acquired, under the name of "E. A. Zakibe Realities Ltd.", with a total capital stock of \$100,000.00 divided into 1,000 shares of the par value of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20). No appeal shall be made to the public to subscribe for shares. No transfer of the shares of the company may be made in any manner whatsoever unless the Board of Directors shall previously have consented thereto.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15871-o

Deputy Attorney General.

"Electronic Products Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Nathaniel L. Levy, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre la fabrication et le dessin d'appareils électroniques et de leurs parties constitutives; manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'instruments radiophoniques, radio-téléphones, téléphones sans fils et toutes sortes de radios et outillage et appareils sans fils, machines électriques, dispositifs, appliques et pièces d'iceux, toutes les pièces d'instruments radiophoniques, radio-téléphones, téléphones sans fils, accessoires et outillage de radios et tous appareils utilisés dans la fabrication et l'installation d'instruments radiophoniques, radio-téléphones et téléphones sans fils, et installer et montrer des instruments radiophoniques, radio-téléphones, téléphones sans fils, systèmes radiophoniques et de sans fils et outillage pour radios et sans fils;

Exercer le commerce de négociants, grossistes, détaillants, manufacturiers, exportateurs et importateurs, et acheter, vendre et faire le commerce de coton, textiles, soieries et lainages,

"Electronic Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1946, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Nathaniel L. Levy, all advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the manufacture and design of electronic equipment and all component parts thereof; to manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of radio machines, radio telephones, wireless telephones and all kinds of radio and wireless equipment and apparatus, electrical machines, appliances, fixtures and parts thereof, all parts of radio machines, radio telephones, wireless telephones, radio accessories and supplies and all apparatus used in the manufacture and installation of radio machines, radio telephones and wireless telephones, and to install and demonstrate radio machines, radio telephones, wireless telephones, radio and wireless systems and radio and wireless equipment;

To carry on the business of jobber, wholesaler, retailer, manufacturer, exporter and importer, and to buy, sell and deal in cottons, textiles, silks and woollens, smallwares, clothing, patents,

menus objets, vêtements, brevets d'invention, breuvages non-alcooliques, bronze et métaux, produits chimiques, denrées alimentaires, marchandises sèches, appareils électriques, produits de la ferme, combustibles, épicerie, ferronnerie, fer, charbon et acier, bois de construction, moteurs, allumettes, nouveautés, chaussures, savons, tabac et articles de fumeurs et les marchandises dans lesquelles le bois, le métal ou les plastiques forment des parties constituantes, sous le nom de "Electronic Products Inc." avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15872

L. DÉSILETS.

non alcoholic beverages, brass and metals, chemicals, food products, dry goods, electrical apparatus, farm products, fuel, groceries, hardware, iron, coal and steel, lumber, motors, matches, novelties, shoes, soap, tobacco and smoker's supplies, and merchandise wherein wood or metal or plastics form component parts, under the name of "Electronic Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15872-o

"Gilpin Insulation Quebec Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1946, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, de la cité de Montréal, Jean Martineau, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, tous deux avocats et conseils en loi du Roi, et Madeline Frances Brennan, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs et poseurs de matières isolantes et comme importateurs, exportateurs et manufacturiers et marchands de matériaux de construction et de matières isolantes et autres matériaux, préparations et produits qui peuvent être directement ou indirectement utilisés par des entrepreneurs, constructeurs, couvreurs et poseurs de matières isolantes, sous le nom de "Gilpin Insulation Quebec Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15873

L. DÉSILETS.

"Gilpin Insulation Quebec Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1946, incorporating: Frank Bernard Chauvin, of the city of Montreal, Jean Martineau, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, both advocates and King's Counsel, and Madeline Frances Brennan, stenographer, spinster of the full age of majority, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, and insulators, and as importers, exporters and manufacturers of and dealers in building and insulation materials and other materials, preparations and products, which can be used directly or indirectly by contractors, builders, roofers and insulators, under the name of "Gilpin Insulation Quebec Limited", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 2,500 shares of \$10.00 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15873-o

"G. Vigaud & Co. Ltd."

"G. Vigaud & Cie Ltée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Maurice F. Caplan, Nathan Caplan, marchands, Philip Ruvman, vendeur, et Samuel Schiff, contremaître, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de bouteilles, jarres, bouchons, fermoirs et réceptacles de toutes sortes; exercer le commerce comme marchands de bouteilles, boîtes, barils, cartons et réceptacles, soit neufs ou usagés, sous le nom de "G. Vigaud & Co. Ltd." — G. Vigaud & Cie Ltée.

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$18,000, divisé en 120 actions privilégiées et en 60 actions ordinaires ayant droit de vote, chacune d'une valeur au pair de cent dollars.

"G. Vigaud & Co. Ltd."

"G. Vigaud & Cie Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Maurice F. Caplan, Nathan Caplan, merchants, Philip Ruvman, salesman, and Samuel Schiff, foreman, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export and deal in bottles, jars, caps, closures and containers of all kinds; to carry on business as dealers in bottles, boxes, barrels, cartons and containers, whether new or used, under the name of "G. Vigaud & Co. Ltd." — "G. Vigaud & Cie Ltée".

The amount of the capital stock of the company is to be \$18,000.00, divided into 120 preferred shares and 60 common voting shares, each of a par value of One Hundred Dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général.

15874

L. DÉSILETS.

"Handcraft Knit Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Émile Ségal, vendeur, Sylvia Kirshenblatt, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et June Kirlin, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des articles tricotés de toute description, textiles et marchandises sèches, et manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir ou vendre, soit comme grossistes, négociants ou détaillants, ou autrement négociier ou faire le commerce de marchandises tricotées, lainages, cotonnades, toiles, rayons, soieries, textiles et produits textiles en général, marchandises sèches, habits et vêtements de toute description; filer, tisser, manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement négociier ou faire le commerce de laine et autres textiles, sous le nom de "Handcraft Knit Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général.

15875

L. DÉSILETS.

"Hersen Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Max Crestohl, avocat, Herman Buller, étudiant, et Lilian Freedman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre, réparer, négocier et autrement faire le commerce, en gros et en détail, de montres, horloges, pièces de montres et d'horloges, outils, instruments utilisés dans la réparation de montres et horloges, et tous ces autres articles généralement gardés et négociés par les marchands ou manufacturiers de montres et horloges de toute et d'aucune nature ou description quelconque;

Exercer le commerce de marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs de toutes sortes de bijouterie, comprenant l'or, l'argent, la platine, les diamants, les rubis, perles, saphirs, jones, bracelets, colliers, pendants d'oreilles, chaînes, broches, pendentifs, épingles et tous autres bijoux, sous le nom de "Hersen Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général.

15876

L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15874-o

Deputy Attorney General.

"Handcraft Knit Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Émile Segal, salesman, Sylvio Kirshenblatt, stenographer, spinster, of the city of Outremont and June Kirlin, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying and selling knitted goods of every description, textiles and dry goods, and to manufacture, produce, acquire, purchase, hold or sell either as wholesalers, jobbers or retailers or otherwise deal in or with knitted goods, woollens, cottons, linens, rayons, silks, textiles, and textile products generally, dry goods and clothing and garments of every description; to spin, weave manufacture, buy or otherwise acquire, sell or otherwise deal in or with wool and other textiles, under the name of "Handcraft Knit Ltd.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15875-o

Deputy Attorney General.

"Hersen Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Max Crestohl, advocate, Herman Buller, student, and Lilian Freedman, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, import and export, buy, sell, repair, job in and otherwise deal in, both wholesale and retail, in watches, clocks, watch parts, clock parts, tools, implements used in the repair of watches and clocks, and all such other articles in the repair of watches, and clocks, and all such other articles generally handled and dealt in by dealers or manufacturers of watches and clocks of all and any nature or description whatsoever;

To carry on the business of merchants, both wholesale and retail, importers and exporters, in all kinds of jewellery including gold, silver, platinum, diamonds, rubies, pearls, sapphires, rings, bracelets, necklaces, earrings, chains, brooches, fobs, clasps, and all other jewellery, under the name of "Hersen Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15876-o

Deputy Attorney General.

"Hôtel des Monts Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Leonard Arthur Seton, avocat, Ethel May Peirce et Margaret Blanche Mustard, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Prendre comme une industrie en exploitation et entreprendre le commerce d'hôtel ci-devant exercé sous le nom de Hôtel Des Monts, avec toutes ses propriétés, biens et accessoires;

Exercer le commerce d'hôtel en général dans toutes ses spécialités, comprenant, et sans limiter la généralité des précédents, les facilités d'accommodation, de divertissement et de transport des clients, sous le nom de "Hôtel des Monts Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq mille (5,000) actions sans valeur nominale ou au pair qui seront émises pour telle considération que les directeurs pourront déterminer. Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt-cinq mille (\$25,000) dollars.

Le siège social de la compagnie sera à St-Sauveur, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général.

15877

L. DESILETS.

"Hôtel des Monts Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: Leonard Arthur Seton, advocate, Ethel May Peirce and Margaret Blanche Mustard, secretaries, spinners, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To take over as a going concern and carry on the hotel business heretofore carried on under the name of "Hôtel des Monts", with all its property, assets and accessories;

To carry on generally a hotel business in all its branches, including and without limiting the generality of the foregoing, facilities for the accommodation, entertainment and transportation of guests, under the name of "Hôtel des Monts Inc".

The capital stock of the Company is divided into five Thousand (5,000) shares having no nominal or par value, to be issued for such consideration as to Directors may determine. The amount with which the company will commence operations will be Twenty-Five Thousand (\$25,000.00) Dollars.

The head office of the Company will be at St-Sauveur, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

15877-o

"La Cie Industrielle du Château, Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'août 1946, constituant en corporation: Evan Ewart Turner, marchand, John Stebbins Turner, commis, tous deux de la cité de Québec, et Hayward Albert Turner, caissier, de Cap-Rouge, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de construction, marchands de bois de pulpe et marchands de bois sciés, bois de chauffage et produits du bois de toutes sortes;

Exercer le commerce d'une carrière de pierre; manufacturer du ciment et des produits en ciment de toutes sortes, sous le nom de "La Cie Industrielle du Château, Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général.

15878

L. DESILETS.

"La Cie Industrielle du Château, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1946, incorporating: Evan Ewart Turner, merchant, John Stebbins Turner, clerk, both of the city of Quebec, and Hayward Albert Turner, cashier, of Cap Rouge, all in the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as lumber Merchants, pulpwood merchants and dealers in sawn lumber, firewood and wood products of all kinds;

To carry on the business of a stone quarry; to manufacture cement and cement products of all kinds, under the name of "La Cie Industrielle du Château, Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

15878-o

"Lady Teen Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Manny Gitnick, manufacturier, de la cité de Montréal, Lillian

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Manny Gitnick, manufacturer, of the City of Montreal, Lillian Lazare, and Hylda Sherman, secretaries,

Lazare, et Hylda Sherman, secrétaires, filles majeures, toutes deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, de robes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes de soirée pour dames, demoiselles et enfants, vêtements de toute description quelconque pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour enfants; et marchands de lainages, soieries, cotonnades et toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements et tous autres tissus, objets et commodités utilisés dans la fabrication de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Lady Teen Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général.
15879 L. DÉSILETS.

"Leo Self Service Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Léo Perreault, entrepreneur, Imelda St. Hilaire, marchande, épouse séparée de biens de Léo Perreault et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Bernard Diamond, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail d'épicerie, bouchers, marchands de fruits, grain et provision dans toutes ses spécialités et tout le commerce qui consiste à importer et exporter lesdits produits;

Manufacturer, raffiner, acheter, vendre et faire le commerce d'épicerie, café, cacao, épices, poudre à pâte, extraits, catsup, gelée en poudre, moutarde, cirage, savon, composés pour le lavage, confiserie, fournisseurs d'épicerie et confiseries et autres commodités semblables, et ces autres produits et sous-produits qui se rapportent aux précédents ou aucun d'eux, sous le nom de "Leo Self Service Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1301 rue Everett, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15880 L. DÉSILETS.

"Mal-Ber Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Benjamin Ian Malkin, tailleur, de la cité de Montréal, Jacob Malkin, dessinateur, Samuel Herbert Saltzman, vendeur, Lionel Malkin, tailleur, et Abraham Harris Hef, manufacturier, les quatre derniers de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

spinsters of the full age of majority, both of the city of Outremont, all of the district of Montreal Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' and children's dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Lady Teen Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15879-0 Deputy Attorney General.

"Leo Self Service Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1946, incorporating: Léo Perreault, contractor, Imelda St. Hilaire, merchant, wife separate as to property of Léo Perreault and duly authorized by him for these presents, and Bernard Diamond, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, butchers, fruit, grain and provision merchants in all its branches and all the business of importing and exporting said products;

To manufacture, refine, purchase, sell and deal in groceries, coffees, cocoa, spices, baking powder, flavouring extracts, catsup, jelly powder, mustards, blackings, soap, washing compounds, confectionery, grocers and confectioners supplies and other similar commodities, and such other products and by-products as are incidental to the foregoing or any of them, under the name of "Leo Self Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 1301 Everett Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty second day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15880-0 Deputy Attorney General.

"Mal-Ber Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1946, incorporating: Benjamin Ian Malkin, cutter, of the city of Montreal, Jacob Malkin, designer, Samuel Herbert Saltzman, salesman, Lionel Malkin, cutter, and Abraham Harris Hef, manufacturer, the four latter of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelles, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs en général et marchands de marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfums, savons, sous le nom de "Mal-Ber Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15881-o L. DÉSILETS.

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel, of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, under the name of "Mal-Ber Inc.", with a total stock of \$25,000.00, divided into 150 common shares of \$100.00 each and 100 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Marcus Bros. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Maurice Marcus, Hyman Marcus, manufacturiers, et Dame Shirley Silverstein Marcus, marchande publique, épouse séparée de biens de Ben Marcus et dûment autorisée par lui, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer et exporter des habits, vêtements et sous-vêtements de toute sorte et description pour dames et messieurs, bébés et enfants, fournitures de toutes sortes pour dames et messieurs, bébés et enfants, vêtements de sport, articles de sport et appareils de sport de toutes sortes pour dames et messieurs, bébés et enfants, ainsi que des marchandises sèches, textiles et toutes étoffes, sous le nom de "Marcus Bros. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 368 Ouest, rue Craig, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15882 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Maurice Marcus, Hyman Marcus, manufacturers, and Dame Shirley Silverstein Marcus, marchande publique, wife separate as to property of Ben Marcus, and duly authorized by him, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export ladies' and gentlemen's and infants' and children's clothing and garments and underwear of every kind and description, ladies' and gentlemen's and infants' and children's furnishings of every kind, ladies' and gentlemen's and infants' and children's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind, as well as dry goods, textiles and all cloths, under the name of "Marcus Bros. Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at 368 Craig St. West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Mark Hanlan Machine Company, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, commis, et Françoise Séguin, sténographe, tous domiciliés dans la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, en général, tout commerce de nature mécanique;

Manufacturer, créer, construire, compléter, réparer, emmagasiner, louer, donner à bail, importer, exporter, utiliser, exploiter, acheter, vendre, échanger ou autrement acquérir, détenir ou disposer, commercer, négocier et faire le commerce de toutes sortes de machinerie, outils usines et appareils, instruments, outillage, pièces requises pour le soin, l'exploitation, l'entretien, la réparation desdits produits ou machinerie en général, sous le nom de "Mark Hanlan Machine

"Mark Hanlan Machine Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, clerk, and Françoise Séguin, stenographer, all residing in the Town of Noranda, District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally any business of a mechanical nature;

To manufacture, create, construct, complete, repair, store, lease, give on lease, import, export, use, operate, purchase, sell, exchange or otherwise acquire, hold or dispose of, trade, deal in and deal with all sorts of machinery, tools, plants and apparatus, instruments, equipment, parts required for the care, operating, maintenance, repair of the said products or machinery in general, under the name of "Mark Hanlan Machine Company, Limited", with a total capital stock

Company, Limited", avec un capital total de \$90,000, divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15883 L. DESILETS.

"Morgan Dress Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, de la cité de Montréal, Samuel E. Schwisberg et Cyril Schwisberg, de la cité d'Outremont, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce, en gros et en détail, de vêtements de sport pour enfants et bébés, robes, blouses, robes de maison, pyjamas, lingerie, robes de soirée, deshabillés et toutes ces autres choses semblables qui peuvent être manufacturées de textiles;

Faire le commerce de tous les articles précédents qui sont manufacturés de soie, rayon, coton, lainages, toile, crêpe, jersey, tissus tricotés et de toutes et aucune autre forme de textiles, sous le nom de "Morgan Dress Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 129 avenue Claremont, Montreal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15884 L. DESILETS.

"M. & R. Traders Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, Louis M. Benjamin, avocats, de la cité de Montréal, et Jacob M. Rosenfeld, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de détaillants, grossistes, manufacturiers, négociants, importateurs, exportateurs, marchands et distributeurs de marchandises sèches, marchandises en pièces, lainages, produits de coton, habits et vêtements pour hommes, femmes et enfants, habits de travail, vêtements de sport, chapeaux et casquettes, chaussures, bottes, gants et tous genres d'habits et vêtements, sous le nom de "M. & R. Traders Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15885 L. DESILETS.

of \$90,000.00, divided into 600 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 300 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the Town of Noranda, in the district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15883-o Deputy Attorney General.

"Morgan Dress Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Samuel Greenblatt, of the city of Montreal, Samuel E. Schwisberg and Cyril Schwisberg, of the city of Outremont, all advocates, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in both wholesale and retail in infants' and children's sportswear, ladies' dresses, blouses, housecoats, pajamas, lingerie, evening gowns, dressing gowns, and all such other similar articles as can be manufactured from textiles;

To deal in all of the foregoing articles which are manufactured from silks, rayon, cottons, woollens, linen, crepe, jersey, knitted materials, and from all and any other form of textiles, under the name of "Morgan Dress Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 129 Claremont Avenue, Montreal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15884-o Deputy Attorney General.

"M. & R. Traders Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the nineteenth day of July, 1946, incorporating: Irwin Aaron Frankel, Louis M. Benjamin, advocates, of the City of Montreal, and Jacob M. Rosenfeld, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trade of retailers, wholesalers, manufacturers, jobbers, importers, exporters, dealers and distributors of dry goods, piece goods, woollens, cotton products, men's women's and children's clothing and wearing apparel, work clothing, sportswear, hats and caps, shoes, boots, gloves and all types of clothing and wearing apparel, under the name of "M. & R. Traders Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1946.

L. DESILETS,
15885-o Deputy Attorney General.

"Neo-Beauty Line Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: L.-Albert Marc-Aurèle, gérant, Yvette Rufiange, secrétaire, fille majeure, et Roger Rufiange, peintre, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat ou autrement la totalité ou une partie du commerce ci-devant exercé sous les noms et raison sociale de Neo-Beauty Line Reg'd, comme manufacturiers et marchands de dispositifs de thérapeutiques et en particulier d'appareils pour massage et fabricants de produits et spécialités en bois, plastique, métal et produits chimiques;

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs, marchands, importateurs, exportateurs et fabricants d'articles manufacturés, produits minéraux, produits du sol et de la ferme, produits de la forêt et de la mer, sous le nom de "Neo-Beauty Line Company Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions sans valeur nominale ou au pair et en quatre cents actions privilégiées de cinquante dollars chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de sept mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à 5157 rue St-André, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15886

L. DESILETS.

"Neo-Beauty Line Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, incorporating: L.-Albert Marc-Aurèle, manager, Yvette Rufiange, secretary, spinster, and Roger Rufiange, painter, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise the whole or part of the business heretofore carried on under the firm name and style of "Neo-Beauty Line Reg'd," as manufacturers and merchants of therapeutic and especially massaging devices and makers of general wood, plastic, metal and chemical products and specialties;

To carry on the business of manufacturers, producers, merchants, importers, exporters, and makers of manufactured goods, mineral products, soil and farm products, products of the forest and of the seas, under the name of "Neo-Beauty Line Company Limited".

The capital stock of the company is divided into One Thousand shares having no nominal or par value, and into Four Hundred preferred shares of Fifty dollars each, and the amount with which the company will commence its operations will be Seven thousand dollars.

The head office of the Company will be at 5157, St. André, Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DESILETS,

15886-o

Deputy Attorney General.

"New System Towel Supply Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Solomon Korman, Saul Yaffe, fournisseurs, et Celia Cohen, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Laver, nettoyer, réparer, donner le service, traiter, fournir, manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de serviettes, gilets, uniformes, tabliers, sarrauts, tuniques, nappes, napperons et produits et accessoires pour cafétarias, restaurants, cuisines, hôtels, bureaux et usines; exercer le commerce d'une buanderie et faire le commerce qui consiste à nettoyer, réparer, donner le service, traiter et fournir toutes sortes d'accessoires aux usines, restaurants, cuisines, hôtels, bureaux et cafétarias et celui qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter des lainages, cotonnades, produits en toile, vêtements et marchandises sèches d'aucune sorte, sous le nom de "New System Towel Supply Co. Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions, dont 200 seront des actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et le reste 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

"New System Towel Supply Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Solomon Korman, Saul Yaffe, suppliers, and Celia Cohen, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To launder, clean, repair, service, process, supply, manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with towels, coats, uniforms, aprons, smocks, jackets, table-cloths, napkins, and cafeteria, restaurant, kitchen, hotel, office and factory products and accessories; to carry on the business of a laundry, of cleaning, repairing, servicing, processing and supplying of all kinds of supplies to factories, restaurants, kitchens, hotels, offices and cafeterias, of manufacturing, buying, selling, importing and exporting of woollen products, cotton products, linen products, clothing and dry goods of every sort, under the name of "New System Towel Supply Co. Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 400 shares, of which 200 shall be preferred shares having a par value of \$100.00 each, and the balance shall be 200 common shares having a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15887 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15887-o Deputy Attorney General.

"Northwest Investment Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Nathan Levitsky, procureur, Harry Halperin, gérant, et Maurice Garmaise, étudiant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme administrateurs d'immeubles, agir comme aviseurs pour des questions financières, et agir comme agents pour le placement de fonds, sous le nom de "Northwest Investment Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15888-o L. DÉSILETS.

"Northwest Investment Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, incorporating: Nathan Levitsky, barrister, Harry Halperin, manager, and Maurice Garmaise, student, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as administrators of real estate, to act as devisers in financial matters, and to act as agents for the investment of capital funds, under the name of "Northwest Investment Corporation", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 500 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15888-o Deputy Attorney General.

"Orlin's Import Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Jacob M. Rosenfeld, Louis Freedman, de la cité d'Outremont, Irwin A. Frankel et Louis M. Benjamin, de la cité de Montréal, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, détaillants, grossistes, négociants, marchands et distributeurs d'huiles, produits chimiques raffinés, cire, produits du goudron, colorants d'aliments, acides et toutes sortes de produits alimentaires et denrées alimentaires; et acheter, vendre et faire le commerce de ces articles, soit comme mandants et agents, et à cette fin faire aucune et toutes choses s'y rapportant, sous le nom de "Orlin's Import Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15889 L. DÉSILETS.

"Orlin's Import Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, incorporating: Jacob M. Rosenfeld, Louis Freedman, of the city of Outremont, Irwin A. Frankel and Louis M. Benjamin, of the city of Montreal, all advocates, in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, retailers, wholesalers, jobbers, dealers and distributors of oils, fine chemicals, wax, coal-tar products, food colours, acids and all kinds of food-stuffs, and food products; and to buy, sell and deal in such articles either as principals or as agents, and to that end to do any and all things appertaining to same, under the name of "Orlin's Import Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Outremont, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15889-o Deputy Attorney General.

"Prahova Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, procureur, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Prahova Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: René Chênevert, barrister, of the city of Westmount, Marie-Emiliano Lattoni, barrister, of the city of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Prahova Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses fonctions;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15890

L. DÉSILETS.

Prospect and explore for mines and mineral;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Prahova Mines Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15890-o

Deputy Attorney General.

"Snyder & Sons, Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Frederick Charles Snyder, manufacturier, John George Snyder, fabricant de conserves, et Frederick Charles Snyder, Jr., fabricant de conserves, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, expéditeurs et marchands de tomates, marinades, confitures, gelées, conserves, poulets, pâte à sandwich et viandes ou aliments en boîtes; exercer le commerce d'entrepôts, comprenant l'exploitation d'entrepôts ou usines frigorifiques.

Manufacturer et faire le commerce de boîtes de conserves, boîtes, jarres, réceptacles, étiquettes et accessoires et fabricants de conserves, sous le nom de "Snyder & Sons, Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15891

L. DÉSILETS.

"Snyder & Sons, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1946, incorporating: Frederick Charles Snyder, manufacturer, John George Snyder, canner, and Frederick Charles Snyder, Jr. canner, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of, shippers and dealers in canned tomatoes, pickles, jams, jellies, preserves, chickens, sandwich paté and prepared meats or foods; to carry on the business of warehousemen, including the operation of cold storage warehouses or plants;

To manufacture and deal in cans, boxes, jars, containers, labels and canners supplies, under the name of "Snyder & Sons, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15891-o

Deputy Attorney General.

"Spebra Products Manufacturing Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Irwin B. Cohen, avocats, les deux premiers de la cité de Montréal et le dernier de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de produits chimiques, vernis, peintures, émaux et autres produits semblables quelconques, soit simples ou composés avec d'autres substances, sous le nom de "Spebra Products Manufacturing Company

"Spebra Products Manufacturing Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1946, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Irwin B. Cohen, advocates, the two former of the city of Montreal, and the latter of the city of Westmount, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, import, export, buy, sell and deal in chemicals, varnishes, paints, enamels and other similar products, whatsoever, whether simple or compounded with other substances, under the name of "Spebra Products Manufacturing Company Ltd.", with a total

Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15892 L. DÉSILETS.

capital stock of \$5,000.00, divided into 50 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15892-o Deputy Attorney General.

"Speedway Motor Sales Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Abraham M. Klein, avocat, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'automobiles et d'accessoires d'automobiles;

Acheter ou ériger des garages et des ateliers de réparation et les exploiter;

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail de toutes sortes d'automobiles, moteurs, comprenant des accessoires de maison tels que réfrigérateurs, lessiveuses;

Faire le commerce de toutes sortes de combustibles, huile à chauffage, gazoline et autres produits, sous le nom de "Speedway Motor Sales Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15893 L. DÉSILETS.

"Speedway Motor Sales Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Abraham M. Klein, advocate, Freda Pomerance, secretary, fille majeure, both of the city of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in automobiles and automobile accessories;

To purchase or erect garages and repair shops, and to operate the same;

To carry on the business of wholesale and retail merchants in all kinds of cars, motors, including household accessories such as refrigerators, washing machine;

To deal in all kinds of fuel, fuel oil, gasoline and other produces, under the name of "Speedway Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of 20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15893-o Deputy Attorney General.

"Stoll Furniture Manufacturing Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'août 1946, constituant en corporation: Dame Katie Stoll, manufacturière, veuve de feu Nathan Stoll, en son vivant de la cité de Montréal, manufacturier, Louis Stoll, Irving Tudiver, gérants, et Leah Stoll, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, négocier, importer et exporter et faire le commerce de toutes sortes de bois et produits faits en bois, comprenant des cadres, meubles, jouets faits en bois, soit complètement ou en partie, et en métal, soit complètement ou en partie, sous le nom de "Stoll Furniture Manufacturing Company", avec un capital total de \$49,900, divisé en 1,500 actions privilégiées de \$20 chacune et en 1,990 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15894 L. DÉSILETS.

"Stoll Furniture Manufacturing Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1946, incorporating: Dame Katie Stoll, manufacturer, widow of the late Nathan Stoll, in his lifetime of the city of Montreal, manufacturer, Louis Stoll, Irving Tudiver, managers, and Leah Stoll, bookkeeper, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, trade in, import and export and deal in all kinds of wood and products made of wood, whether frames, furniture, toys, incorporating wood wholly or in part, and metal, wholly or in part, under the name of "Stoll Furniture Manufacturing Company", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 1500 preferred shares of \$20.00 each, and 1990 common shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15894-o Deputy Attorney General.

"Trans-Canada Fur Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

"Trans-Canada Fur Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1946, constituant en corporation: Peter Etcovitch, Issie Etcovitch, pelletiers, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme exportateurs, importateurs, négociants, et expéditeurs et marchands de toutes sortes de fourrures, peaux de fourrures et peaux d'animaux vertes et cuir et peaux brutes; traiter, travailler, teindre et préparer pour le marché aucune ou toutes ces fourrures, peaux, cuirs et peaux brutes; manufacturer, importer, expédier et faire le commerce d'aucun et tous articles de vêtements ou autrement qui sont susceptibles d'être faits, soit en tout ou en partie, de fourrures, peaux d'animaux, cuir et peaux brutes;

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands et négociants d'habits et vêtements pour hommes, femmes, enfants et bébés et marchandises sèches de toutes sortes, étoffes, lainages, coton, soieries, textiles, tissus et comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap, dentelles et textiles et plastiques, merciers, fabricants de portemanteau et confectionneurs en général et marchands de caoutchouc india et marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfums, savons, sous le nom de "Trans-Canada Fur Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15895

L. DESILETS.

"United Swiss Embroidery Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'août 1946, constituant en corporation: Julius Springer, marchand, Louis Portner, comptable, et David Litner, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillant, soit comme mandants ou agents, de broderie, dentelles, toiles et produits textiles, sous le nom de "United Swiss Embroidery Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15896

L. DESILETS.

"Wood Products Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1946, incorporating: Peter Etcovitch, Issie Etcovitch, furriers, and Philip S. Garonce, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as exporter, importer, jobber and shipper of an dealer in all kinds of furs, fur pelts, and animal skins and leather and hides; to treat, process, dye, and prepare for the market any or all of such furs, skins, leathers and hides; to manufacture, import, ship and deal in any and all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs, animal skins, leather and hides;

To carry on all or any of the business of manufacturers, importers, exporters, dealers and jobbers of men's, women's, childrens' and infant's clothing and wearing apparel and dry goods of all kinds, cloths, woollens, cottons, silks, textiles, fabrics, and as tailors, drapers, hosiers, milliners, costumers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton clothes, lace and textiles and plastics merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornament, toilet requirements, perfumery, soap, under the name of "Trans-Canada Fur Corporation", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1946.

L. DESILETS,

15895-o

Deputy Attorney General.

"United Swiss Embroidery Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1946, incorporating: Julius Springer, merchant, Louis Portner, accountant, and David Litner, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, either as principals, or agents, of embroidery, laces, linens and textile products, under the name of "United Swiss Embroidery Co.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1946.

L. DESILETS,

15896-o

Deputy Attorney General.

"Wood Products Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Abraham Markoff,

constituant en corporation: Abraham Markoff, marchand, Dame Min Potashner, épouse contractuellement séparée de biens de Abraham Markoff, Jean Fleischmann, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, et Moe J. Prupas, comptable agréé, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de bois, métal, plastiques, fibre, cuir, tissus et articles de tous genres manufacturés des matières ci-dessus mentionnées en combinaison ou seuls; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre les articles susdits et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, tels que meubles, nouveautés, ustensiles de cuisine, jouets, sous le nom de "Wood Products Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-des-Plaines, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15897 L. DÉSILETS.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

LETTRES PATENTES

ATTENDU que le conseil de la ville de l'Ile Cadieux, comté de Vaudreuil, par sa requête du 17 juin 1946, basée sur la résolution adoptée le 18 mai 1946, demande d'émettre des lettres patentes fixant la date des élections municipales au premier mardi juridique du mois d'août, au lieu du premier jour juridique de février;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 11 septembre 1946, et conformément à l'article 173 du chapitre 233 des Statuts Refondus de Québec 1941, nous avons fixé et, par les présentes lettres patentes, fixons la date des élections municipales dans la ville de l'Ile Cadieux, comté de Vaudreuil, au premier mardi juridique du mois d'août, au lieu du premier jour juridique de février;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les précédentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

merchant, Dame Min Potashner, wife contractually separate as to property of Abraham Markoff, Jean Fleischmann, secretary, spinster, all of the city of Outremont, and Moe J. Prupas, chartered accountant, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, or otherwise acquire and sell, or otherwise deal, in or with, wood, metal, plastic, fibre, leather, fabrics, and articles of all types manufactured from the aforementioned materials in combination or solely; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling the aforementioned articles, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export, all kinds of articles, such as furniture, novelties, kitchenware, toys, under the name of "Wood Products Corporation", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Ste-Anne-des-Plaines, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15897-o Deputy Attorney General.

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING

LETTERS PATENT

WHEREAS the Council of the town of Ile Cadieux, county of Vaudreuil, by its petition of June 17, 1946 based upon the resolution adopted on May 18, 1946, requests the issue of letters patent fixing the date of the Municipal elections to the first juridical Tuesday, of the month of August, instead of the first juridical day of February;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated September 11, 1946, and in conformity with section 173 of chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have fixed and, by the present letters patent do fix the date of the Municipal elections in the town of Ile Cadieux, county of Vaudreuil, to the first juridical Tuesday of the month of August, instead of the first juridical day of February.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dix-neuvième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.
Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
15929-o JEAN BRUCHÉSI.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this NINETEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.
By command,

JEAN BRUCHÉSI,
15929 Under Secretary of the Province.

Lettre patente Supplémentaire

Supplementary Letter Patent

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront, SALUT.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

ATTENDU que Notre Lieutenant-gouverneur-en-conseil, en conformité des dispositions du paragraphe 7 de l'article 7 de la Loi des assurances de Québec, Chapitre 299 des Statuts Refondus de 1941, peut, par Lettres Patentes supplémentaires émises sous le Grand Sceau, ratifier un règlement adopté par une compagnie d'assurance, constituée en corporation en conformité des dispositions des articles 2 et suivants de ladite Loi, ayant pour objet d'augmenter son capital-actions autorisé; et

ATTENDU que La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie, a été constituée en corporation par Lettres Patentes émises sous le Grand Sceau par Notre Lieutenant-gouverneur-en-conseil le 7 mars 1942, conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances de Québec, Chapitre 299 des Statuts Refondus de 1941; et

ATTENDU que la Compagnie a adopté un règlement portant le numéro vingt-huit (28) à une assemblée de ses directeurs tenue le 30 juillet 1946 et approuvé le même jour à une assemblée spéciale de ses actionnaires ayant pour objet de porter son capital-actions autorisé de un million de dollars (\$1,000,000) à deux millions de dollars (\$2,000,000) par l'addition de dix mille actions (10,000) d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune; et

ATTENDU que la Compagnie, dans une requête en date du 22 août 1946 adressée à Notre Lieutenant-gouverneur-en-conseil par l'entremise de son secrétaire dûment autorisé à cette fin, demande des Lettres Patentes supplémentaires pour ratifier ledit règlement.

A CES CAUSES et en conformité des dispositions de la Loi des assurances de Québec, Chapitre 299 des Statuts Refondus de 1941, Nous ratifions par Nos présentes Lettres Patentes supplémentaires, émises sous le Grand Sceau, le règlement numéro vingt-huit (28) de La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie, ayant pour objet de porter son capital-actions autorisé de un million de dollars (\$1,000,000) à deux millions de dollars (\$2,000,000) par l'addition de dix mille actions (10,000) d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Nos présentes Lettres Patentes supplémentaires seront en vigueur à compter de la date de leur émission.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern. GREETING.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT

WHEREAS Our Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of paragraph 7 of section 7 of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes of 1941, may, by supplementary letters patent issued under the Great Seal, ratify a by-law adopted by an insurance company incorporated in virtue of the provisions of sections 2 and following of the said Act, with a view to increasing its authorized capital stock; and

WHEREAS "La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie", was incorporated by Letters Patent issued under the Great Seal by Our Lieutenant-Governor in Council on the 7th of March, 1942, in conformity with the provisions of section 2 and following of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes of 1941; and

WHEREAS the Company adopted a by-law bearing number twenty-eight (28) at a meeting of its directors held the 30th of July, 1946 and approved the same day at a special meeting of its shareholders for the purpose of increasing its authorized capital stock from one million dollars (\$1,000,000) to two million dollars (\$2,000,000) by the addition of ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each; and

WHEREAS the Company, in a petition dated August 22, 1946, addressed to Our Lieutenant-Governor in Council through its secretary duly authorized for such purpose, requests, supplementary letters patent to ratify the said by-law.

THEREFORE and in conformity with the provisions of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes of 1941, We ratify by Our present supplementary Letters Patent, issued under the Great Seal, the by-law number twenty-eight (28) of "La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie", for the purpose of increasing its authorized capital stock from one million dollars (\$1,000,000) to two million dollars (\$2,000,000) by the addition of ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

Our present supplementary letters patent shall be in force as from the date of their issue.

EN FOI DE QUOI, conformément à l'arrêté en conseil numéro 3628 du 11 septembre 1946, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes supplémentaires et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre province de Québec;
 TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec ce onzième jour de septembre l'an de grâce mil neuf cent quarante-six de Notre Règne le dixième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
 15898-o JEAN BRUCHÉSI.

IN TESTIMONY WHEREOF, pursuant to the Order in Council No. 3628 of the 11th of September, 1946, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this ELEVENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
 15898 Under Secretary of the Province.

Avis divers

Avis public est par les présentes donné par le soussigné que le conseil de la municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes en vue de changer la constitution de ladite municipalité de village en municipalité de ville conformément à la Loi des cités et villes.

a) Le nom de la municipalité projetée est celui de "Ville de l'Abord-à-Plouffe".

b) La municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe, dans le comté de Laval, est formée des lots énumérés ci-après, comme provenant du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, savoir:

1° Les numéros de 46 à 65 inclus, de 74 à 93 inclus, et cette partie du numéro 94 limitée au nord-ouest par la concession dite "Côte Sud";

2° Les numéros de 95 à 114 inclus, de 123 à 158, de 161 à 198 inclus et de 201 à 205 inclus;

3° Les numéros 207 212 et cette partie de chacun des numéros 208 et 211 limitée au nord-ouest par la sus-nommée "Côte Sud";

4° L'île aux Chats (ou île Paton) désignée au même cadastre en premier lieu mentionné sous le numéro 678.

c) La population de la municipalité de l'Abord-à-Plouffe est de 2,657 âmes (Recensement de 1946).

d) Il est par ces présentes déclaré que ladite municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Le Secrétaire-trésorier,
 PHILIPPE DUPÈRE.

15602-36-4-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Producteurs de Lait des Trois-Rivières", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Trois-Rivières, district des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 15901-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given by the undersigned that the Council of the municipality of the village of "l'Abord-à-Plouffe", will apply to the Lieutenant-Governor in Council, requesting him to order the issue of letters patent with a view to changing the constitution of the said village municipality into a town municipality in conformity with the Cities and Towns Act.

a) The name of the proposed municipality is "Town of l'Abord-à-Plouffe".

b) The municipality of the village of l'Abord-à-Plouffe, in the county of Laval, is formed of the lots hereinafter enumerated as indicated in the official cadastre for the parish of Saint-Martin, to wit:

1. Numbers 46 to 65 inclusively, from 74 to 93 inclusively, and that part of number 94 bounded on the Northwest by the concession called "Côte Sud";

2. Numbers 95 to 114 inclusively, from 123 to 158, from 161 to 198 inclusively, and from 201 to 205 inclusively;

3. Numbers 207, 212 and that part of each of numbers 208 and 211 bounded on the Northwest by the aforesaid "Côte Sud";

4. L'île aux Chats (or Paton Island) designated on said cadastre firstly mentioned under number 678.

c) The population of the municipality of l'Abord-à-Plouffe is of 2657 souls (Census of 1946).

d) It is hereby declared that the said village municipality of l'Abord-à-Plouffe shall be erected into a town under authority of the Cities and Towns Act.

PHILIPPE DUPÈRE,
 Secretary-Treasurer.

15602-36-4

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Producteurs de Lait des Trois-Rivières", for the study, defence and promotion of the economic social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
 15901 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Bouchette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Bouchette, comté de Gatineau.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15902-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Châteauguay", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15903-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Dixville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 15 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Dixville, comté de Standstead.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15904-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Ascension de Patapédia", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à l'Ascension, comté de Bonaventure.

Le Secrétaire de la Province,
15905-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Valère", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Valère, comté d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15906-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Bouchette", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Bouchette, county of Gatineau.

JEAN BRUCHÉSI,
15902 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Châteauguay" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Châteauguay, county of Châteauguay.

JEAN BRUCHÉSI,
15903 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Dixville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Dixville, county of Standstead.

JEAN BRUCHÉSI,
15904 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Ascension de Patapédia" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 11, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at l'Ascension, county of Bonaventure.

JEAN BRUCHÉSI,
15905 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Valère" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1946.

The principal place of business of the professional syndicate is at Saint-Valère, county of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
15906 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-de-Sutton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sutton, comté de Brome.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15907-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 10 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Bruno, comté de Chambly.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15908-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joseph-de-Lepage", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Joseph-de-Lepage, comté de Matane.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15909-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Waterville, comté de Compton.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15910-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de Belcourt", en date du 5 septembre 1946, dont le siège social est situé à Belcourt, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 20 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15911-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André de Sutton" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sutton, county of Brome.

JEAN BRUCHÉSI,
15907 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno" for the study, defence and promotion of the economic social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Bruno, county of Chambly.

JEAN BRUCHÉSI,
15908 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joseph-de-Lepage", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 11, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Joseph-de-Lepage, county of Matane.

JEAN BRUCHÉSI,
15909 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Waterville, county of Compton.

JEAN BRUCHÉSI,
15910 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Belcourt" under date the 5th day of September 1946, whereof the head office is at Belcourt, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of September, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15911 Under Secretary of the Province.

AVIS DE RACHAT

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE GRANBY
COMTÉ DE SHEFFORD

Avis est, par les présentes, donné aux porteurs d'obligations 3½% et 4% émises en vertu du Règlement N° 201 et échéant du premier novembre 1946 au premier novembre 1961, que toutes ces obligations seront rachetées au pair par anticipation à la date du premier novembre 1946.

Les détenteurs des dites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le ou après le 1er novembre 1946, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Granby, Qué., ou à Québec, ou à Montréal, ou à Toronto.

Après cette date du premier novembre 1946, les dites obligations cesseront de porter intérêt et tous les coupons y attachés pourvoyant à l'intérêt après cette date deviendront nuls.

Donné en la cité de Granby, ce vingt-huit septembre, mil neuf cent quarante-six.

Le Secrétaire-trésorier,
LINDOR TÉTREAU, N. P.

15914-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-AUGUSTIN
COMTÉ DE ROBerval

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 23 mars 1939, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: Nos C-3, 9, 21, 22, 29 et 32.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
OSIAS BRASSARD.

15917-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE CANTON TACHÉ

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 22 février 1940, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: Nos C-37, 38, 72.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. TREMBLAY.

15918-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU CANTON FARNHAM
PARTIE OUEST

Tirage au sort

Les obligations portant les numéros suivants, émises sous l'autorité du règlement N° 217 de la corporation plus haut mentionnée, ont été désignées par le sort pour être rachetées le 1er novembre prochain:

Dénomination de \$100.00: Nos C-18, 21 et 26.

Dénomination de \$500.00: N° D-6.

Le Secrétaire-trésorier,
OVILA LAGUE.

15919-o

NOTICE OF REDEMPTION

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF GRANBY
COUNTY OF SHEFFORD

Notice is hereby given to the holders of 3½% and 4% bonds issued under By-law No. 201 and maturing from November 1st 1946, to November 1st 1961, that all these bonds will be redeemed by anticipation at par, at the date of November 1st 1946.

The holders of the said bonds are thus called upon to present their titles on or after November 1st 1946, at the office of the Canadian National Bank in Granby, Que., or Montreal, or Quebec, or Toronto.

After the said date of November 1st 1946, the bonds shall cease bearing interests and all the coupons attached thereto providing for interest after said date will become null.

Given in the city of Granby, Que., this twenty-eight day of the month of September, one thousand nine hundred and forty-six.

LINDOR TÉTREAU, N. P.
Secretary-Treasurer.

15914-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ST. AUGUSTIN
COUNTY OF ROBerval

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under resolution of March 23rd, 1939, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: Nos C-3, 9, 21, 22, 29 and 32.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1946, from which date they shall cease to bear interest.

OSIAS BRASSARD,
Secretary-Treasurer.

15917-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP TACHÉ

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under resolution of February 22nd, 1940, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00: Nos C-37, 38, 72.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1946, from which date they shall cease to bear interest.

J.-A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

15918-o

Province of Quebec

TOWNSHIP OF FARNHAM
WEST PART

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under the authority of By-Law 217 of the above mentioned corporation, have been drawn by lots to be redeemed on the 1st of November next:

Denomination of \$100.00: Nos C-18, 21 and 26

Denomination of \$500.00: No. D-6.

OVILA LAGUE,
Secretary-Treasurer.

15919-o

ST. JOHNS BOYS CLOTHING MANUFACTURERS LTD. ST. JOHNS BOYS CLOTHING MANUFACTURERS LTD.

Règlement spécial N° 24

Special By-law No. 24

"3 a) Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs, chacun desquels au temps de son élection et pendant le terme de ses fonctions sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle.

"3. a) The affairs of the company shall be managed by a Board of five directors each of whom at the time of his election and throughout the term of his office shall be a shareholder in the company to the amount of at least one share and not in arrears in respect to any call thereon.

e) Trois directeurs formeront quorum pour la transaction des affaires. Aucune résolution ou action du bureau de direction ne sera adoptée ou ne sera effective sans l'attestation d'au moins trois directeurs."

e) Three directors shall form a quorum for the transaction of business. No resolution or action of the Board of Directors shall be adopted or be effective unless concurred in by at least three directors."

Montréal, 13 septembre 1946.

Montreal, September 13, 1946.

Le Secrétaire,

E. SOLOMON,
Secretary.

15912

15912-o

Province de Québec

Province of Quebec

PAROISSE DE LAROUCHE

PARISH OF LAROUCHE

Tirage d'obligations

Drawing of Bonds

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 10, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under By-Law 10, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00: C-9, 15, 16, 44, 71.

Denomination of \$100.00: C-9, 15, 16, 44, 71.

Dénomination de \$500.00: D-4.

Denomination of \$500.00: D-4.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1946, from which date they shall cease to bear interest.

Le Secrétaire-trésorier,

EDDY DUBOIS,
Secretary-Treasurer.

15920-o

15920-o

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE BAGOTVILLE

TOWN OF BAGOTVILLE

TIRAGE AU SORT

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 175, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under By-law 175, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00: C-88, 244, 267, 424, 456, 466, 468, 491, 526 et 690.

Denomination of \$100.00: C-88, 244, 267, 424, 456, 466, 468, 491, 526 and 690.

Dénomination de \$500.00: D-22, 45, 116, 126, 135, 144, 196, 229, 281, 289, 292, 317, 319, 523, 526, 606, 622, 626, 642, 654, 693, 798, 849 et 882.

Denomination of \$500.00: D-22, 45, 116, 126, 135, 144, 196, 229, 281, 289, 292, 317, 319, 523, 526, 606, 622, 626, 642, 654, 693, 798, 849 and 882.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1946, from which date they shall cease to bear interest.

Le Secrétaire-trésorier,

JOSEPH-EUGÈNE TREMBLAY,

15924-o JOSEPH-EUGÈNE TREMBLAY.

15924-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE BAGOTVILLE

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF BAGOTVILLE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 10 novembre 1942, ont été tirées au sort:

The following bonds issued under resolution of November 10th, 1942, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00: C-24, 43, 102, 109, 126 et 144.

Denomination of \$100.00: C-24, 43, 102, 109, 126, 144.

Dénomination de \$500.00: D-24, 50, 79, 103, 105, 118, 165, 169, 206.

Denomination of \$500.00: D-24, 50, 79, 103, 105, 118, 165, 169, 206.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1946, from which date they shall cease to bear interest.

Le Secrétaire-trésorier,

JOSEPH-EUGÈNE TREMBLAY,

15925-o JOSEPH-EUGÈNE TREMBLAY.

15925-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

PAROISSE DE SAINT-AUGUSTIN
COMTÉ DE ROBERVAL

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 17, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-17, 85, 92, 109, 157.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD NIQUET. 15921-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antonin", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Antonin, comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI. 15922-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Antoine, comté de Verchères.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI. 15926-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-de-Beauharnois", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Beauharnois, comté de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI. 15927-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mai 1946.

Province of Quebec

PARISH OF SAINT-AUGUSTIN
COUNTY OF ROBERVAL

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under By-Law 17, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-17, 85, 92, 109, 157.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1946, from which date they shall cease to bear interest.

ÉDOUARD NIQUET,
Secretary-Treasurer. 15921-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antonin" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 12, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Antonin, county of Rivière-du-Loup.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province. 15922

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Antoine, county of Verchères.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province. 15926

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-de-Beauharnois" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Beauharnois, county of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province. 15927

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 18, 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Janvier, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15930-o JEAN BRUCHÉSI.

CITÉ DE LACHINE
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

Avis de rachat par anticipation:

du solde des obligations au montant de \$33,100.-00 émises sous l'autorité du règlement no 814 en date du premier mai 1942 et de partie du solde des obligations au montant de \$59,200.00 émises sous l'autorité des règlements nos. 813, 814 et 820 en date du premier mai 1942.

Avis vous est donné, par la présente, que conformément aux dispositions des règlements nos. 813, 814 et 820 de la Corporation de la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, le solde des obligations en cours et dû par la susdite Corporation émises en date du premier mai 1942 sous l'autorité desdits règlements sera remboursable à compter du premier novembre 1946, sauf les obligations faisant partie de l'émission de \$59,200.00 émises en vertu des règlements nos. 815 et 816 portant les nos. A-34, B-28 et B-36, C-41, C-42, C-70, C-71 et C-72 au montant total de \$2,500.00 qui ne sont pas rachetables.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées, sauf les porteurs des obligations non rachetables et ci-dessus énumérées devront, le premier novembre 1946, et après, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, Canada, avec tous les coupons d'intérêt non échus. Lesdites obligations rachetables cesseront de porter intérêt à compter du premier novembre 1946.

Donné à Lachine, ce vingt-quatrième jour de septembre mil neuf cent quarante-six.

Le Greffier de la cité de Lachine,
15931-o ÉMILE DAOUST.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 11 septembre 1946, approuvé les règlements généraux comprenant les articles 1 à 23 inclusivement de la corporation "Patro Saint-Roch", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 14 juin 1946, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15943-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Jeanne-d'Arc", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jeanne-d'Arc, comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15945-o JEAN BRUCHÉSI.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Janvier, county of Terrebonne.

15930 Under Secretary of the Province.

CITY OF LACHINE
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Notice of redemption by anticipation:

of the balance of bonds in the amount of \$33,100.-00 issued under the authority of by-law no 814 dated May the 1st 1942 and of part of the balance of bonds in the amount of \$59,200.00 issued under the authority of by-laws nos. 813, 814 and 820 dated May the 1st, 1942.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of by-laws nos. 813, 814 and 820 of the Corporation of the City of Lachine in the county of Jacques-Cartier, the balance of the bonds outstanding and due by the aforesaid Corporation issued and dated as of the first day of May 1942, under the authority of said by-laws shall be redeemable from the first day of November 1946, except bonds forming part of the issue of \$59,200.00 issued in virtue of by-laws nos. 815 and 816 bearing nos. A-34, B-28 and B-36, C-41, C-42, C-70, C-71 and C-72 in the total amount of \$2,500.00 which are not redeemable.

The holders of the bonds hereinabove mentioned, except the holders of the non-redeemable bonds hereinabove enumerated shall, on the first day of November 1946, or after, present said bonds for payment at the principal office of La Banque Canadienne Nationale, at Montreal, Canada, with all unmatured interest coupons.

The said redeemable bonds will cease to bear interest from the first day of November 1946.

Given at Lachine this 24th day of September 1946.

ÉMILE DAOUST,
15931-o City Clerk of the City of Lachine.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on September 11, 1946, approved the general by-laws including articles 1 to 23 inclusively of the corporation "Patro Saint-Roch", as adopted at a meeting held on June 14, 1946, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 25, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15943 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Jeanne-d'Arc" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Jeanne-d'Arc, county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
15945 Under Secretary of the Province.

AVIS DE RACHAT

Aux porteur d'obligations de la ville de Nicolet.
Emissions de \$108,500.00 échéant de 1936 à 1975.

Avis est par les présentes donné que les obligations émises par la ville de Nicolet, en vertu de son règlement n° 87, et échéant de mai 1936 à novembre 1975, seront rachetées le premier novembre 1946 à \$100.00 et les intérêts accrus.

Ces obligations seront encaissables le premier novembre 1946, au pair, plus les intérêts accrus, aux bureaux de la Banque Canadienne-Nationale, à Nicolet, Québec ou Montréal, où les argents seront déposés à cette fin, sur présentation et remise des dites obligations, avec y attachés tous les coupons d'intérêt non échus.

Après cette date du premier novembre 1946, les obligations ci-dessus mentionnées ne porteront plus d'intérêt.

Nicolet, ce 24ième jour de septembre 1946.
Le Greffier de la ville de Nicolet,
15932-o ARMAND PROULX.

"DECKELBAUM BROS. LTD."

Règlement N° 26

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus de trois à quatre.

Attendu que par lettres patentes constituant la compagnie en corporation en vertu de la première de la Loi des compagnies de Québec le nombre des directeurs de la compagnie a été fixé à trois;

Et attendu qu'il est considéré convenable d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre;

En conséquence, la compagnie Deckelbaum Bros. Ltd., par ses directeurs, décrète que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, changé de trois à quatre.

Sanctionné et confirmé par plus des deux-tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale de la compagnie dûment convoquée pour le considérer et tenue à Montréal le 17ième jour de juillet 1946.

Le Président de l'assemblée
des actionnaires,
15942 H. DECKELBAUM.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National de la Valleyfield Silk Mills Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 mai 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15946-o JEAN BRUCHÉSI.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal
Cour supérieure, N° 247,279. Florida Proulx,

NOTICE OF REDEMPTION

To the Bondholders of the town of Nicolet.
Amount of \$108,500.00 maturing from 1936 to 1975.

Notice is hereby given that the bonds issued by the town of Nicolet, in virtue of its By-law No. 87, and maturing from May, 1936, to November, 1975, shall be redeemed on the first of November, 1946, at \$100.00 and accrued interest.

Said bonds shall be payable on the first of November, 1946, at par, plus accrued interest, at the offices of the "Banque Canadienne-Nationale" at Nicolet, Quebec or Montreal, where moneys shall be deposited for such purpose, upon presentation and remittance of the said bonds with the unmatured interest coupons attached thereto.

After said date of the first of November, 1946, the bonds hereinabove mentioned shall cease to bear interest.

Nicolet, this 24th day of September, 1946.
ARMAND PROULX,
15932 Clerk of the town of Nicolet.

"DECKELBAUM BROS. LTD."

By-Law No. 26

A By-Law to increase the number of Directors of the above company from three to four.

Whereas by letters patent incorporating the company under Part I of the Quebec Companies Act the number of Directors of the company was fixed at three;

And whereas it is considered desirable to increase the number of the Company's Directors from three to four;

Therefore, Deckelbaum Bros. Ltd., by the Directors thereof Enacts that the number of the Company's Directors be and is hereby changed from three to four.

Sanctioned and confirmed by more than two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the Company duly called for considering the same, held at Montreal, the 17th day of July, 1946.

H. DECKELBAUM,
15942-o Chairman of Shareholders' Meeting.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National de la Valleyfield Silk Mills Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,
15946 Under Secretary of the Province.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No. 247,279, Florida Proulx, of

des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Vincent, camionneur, des mêmes lieux, ladite Florida Proulx, étant dûment autorisée aux fins des présentes par jugement rendu le 12 septembre, 1946, par l'Honorable Juge Pierre-F. Casgrain, demanderesse, vs ledit Albert Vincent, camionneur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 septembre 1946.

Montréal, le 19 septembre, 1946.

Le Procureur de la demanderesse,
15923-o GÉRARD LEMIRE.

the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Vincent, carter, of the same place, the said Florida Proulx, being duly authorized for the purposes hereof by a judgment rendered the 12th September 1946, by the Honourable Justice Pierre F. Casgrain, plaintiff; vs The said Albert Vincent, carter, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 19th September, 1946.

Montreal, September 19, 1946.

GÉRARD LEMIRE,
15923 Attorney for plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3627

Québec, le 11 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'enregistrement des véhicules automobiles.

ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil a autorité en vertu de l'article 68 de la Loi des véhicules automobiles (chapitre 142, S.R.Q., 1941) de faire des règlements concernant l'enregistrement des véhicules automobiles;

ATTENDU que le nombre de véhicules enregistrés gratuitement sous les conditions mentionnées à l'article 9 de la Loi des véhicules automobiles augmente constamment et qu'il est devenu nécessaire d'exercer un contrôle sévère sur ces enregistrements;

ATTENDU que la réception des demandes, leur examen, la correspondance relative à icelles, l'enregistrement du véhicule, le coût des plaques d'enregistrement, leur envoi au propriétaire du véhicule et le contrôle qu'il est nécessaire d'exercer dans la suite, occasionnent des dépenses au Trésor de la province qui ne se trouvent pas compensées par ceux qui bénéficient des dispositions dudit article 9 de la Loi des véhicules automobiles;

ATTENDU qu'il serait nécessaire qu'une somme de \$2.50 soit exigée de ceux qui bénéficient des dispositions dudit article 9, pour compenser pour les dépenses occasionnées par l'enregistrement des dits véhicules automobiles;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Trésorier de la province:

Que toutes les plaques émises à la suite d'un enregistrement fait sous l'autorité de l'article 9 de la Loi des véhicules automobiles, portant, à partir du premier janvier 1947, la lettre "G"; qu'aucun enregistrement ne pourra être fait,

a) à moins que l'application ne soit accompagnée du paiement de la somme de \$2.50 pour couvrir tout paiement en rapport avec l'enregistrement et les plaques;

b) que l'application ne soit certifiée par le sous-ministre du département intéressé, s'il s'agit d'un véhicule la propriété du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, et par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale dans le cas de ces véhicules automobiles décrits au paragraphe 5 de l'article 9 de la Loi des véhicules automobiles.

A. MORISSET,
15899-o Greffier du Conseil Exécutif.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3627

Quebec, September 11, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the registration of motor vehicles.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council is authorized under section 68 of the Motor Vehicle Act (Chapter 142, R.S.Q. 1941) to make regulations concerning the registration of motor vehicles;

WHEREAS the number of vehicles registered gratuitously under the conditions set forth in section 9 of the Motor Vehicle Act is continually increasing and whereas it has become necessary to exercise a strict control on their registration;

WHEREAS the receipt of petitions for a registration under the said section 9, their examination, the necessary correspondence relating thereto, the registration of the vehicles, the cost of the markers, the mailing of same to the owner of the vehicle and the subsequent investigations which must be made in order to exercise a control, entail for the Treasury expenses which are not presently compensated by those benefiting by the provisions of said section 9 of the Motor Vehicle Act;

WHEREAS it is expedient that the sum of \$2.50 be charged to those benefiting by the provisions of the said section 9, in order to compensate for the expenses of the Treasury made in connection with the registration of the said vehicles;

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Treasurer of the province:

THAT all markers issued for registration under the provisions of section 9 of the Motor Vehicle Act, bear, after the 1st of January 1947, the letter "G" and that no such registration be made unless,

a) the sum of \$2.50 be paid to the Treasurer of the Province when an application for a registration under section 9 of the Motor Vehicle Act is made, the whole to cover the cost of registration and the markers;

b) the application be certified by the deputy-minister of the department concerned, in the case of a vehicle owned by the Government of the Dominion of Canada or the Government of the Province, and the secretary-treasurer of the municipal corporation, in the case of the motor vehicles referred to in paragraph 5 of the said section 9 of the Motor Vehicle Act.

A. MORISSET,
15899-o Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Émile Gauvin Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28ième jour de février 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-neuvième jour d'août 1946, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce 7ième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

15936-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Elephantis Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19ième jour de février 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de septembre 1946 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 18ième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "George W. Reed & Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13ième jour de mai 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du seizième jour de septembre 1946 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 5ième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "The Child Welfare Association of the District of St. Francis" — "L'Association du Bien-Être de l'Enfance du District de St-François" en date du 28ième jour d'octobre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingtsixième jour d'août 1946 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 12ième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compa-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Émile Gauvin Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of February, 1946.

Notice is also hereby given that from and after the nineteenth day of August, 1946, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1946.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

15936

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Elephantis Company Limited", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1925.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of September, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of September, 1946.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "George W. Reed & Company Limited", incorporated by letters patent dated the 13th day of May, 1938.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of September, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of September, 1946.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Child Welfare Association of the District of St-François" — "L'Association du Bien-Être de l'Enfance du District de St-François", incorporated by letters patent dated the 28th day of October, 1940.

Notice is also given that from and after the twenty-sixth day of August, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of August, 1946.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The

gnie "The Rock City Cigar Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20ième jour de février 1903.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'août 1946 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 28ième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15937

L. DESILETS.

Rock City Cigar Company", incorporated by letters patent dated the 20th day of February, 1903.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of August, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of August, 1946.

L. DESILETS,

15937-o

Deputy Attorney General.

APPLICATION POUR PERMISSION D'ABANDONNER SA CHARTE

Avis est donné que le "Wentworth Commonwealth Club Inc.", incorporé en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, Partie III, par Lettres Patentes, ayant son bureau principal en la Cité de Montréal, fera une demande au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 21 Septembre, 1946.

Le Secrétaire,

15960-o

SQUIRE BLACKSHAW.

APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that the "Wentworth Commonwealth Club Inc.", incorporated by Letters Patent under Part III of the Quebec Companies' Act, with head office in the City of Montréal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, September 21st, 1946.

SQUIRE BLACKSHAW,

15960-o

Secretary.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement à l'ordonnance numéro 5, révisée, de la Commission du Salaire minimum, adoptée le 6 septembre 1946, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3765, du 18 septembre 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 5, révisée

Industrie textile de la soie

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir:

1° *Ordonnance N° 5 révisée, modifiée*: L'ordonnance N° 5 révisée de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, adoptée le 30 juin 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938 par arrêté portant le numéro 1398, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 13 août 1938, et postérieurement modifiée et renouvelée, est de nouveau modifiée comme suit, savoir:

L'article 2 de la dite ordonnance modifié par ordonnance d'amendement du 17 mai 1940 et remplacé par ordonnance d'amendement du 29 août 1941, est remplacé par le suivant:

"2° *Exceptions*: La présente ordonnance ne s'applique pas aux établissements suivants:

a) ceux ne fabriquant pas des tissus d'une largeur supérieure à douze pouces (12");
b) ceux ne fabriquant que du filé;

c) les départements des établissements régis par la présente ordonnance, où se fabrique le filé."

Cependant, tel que le décrète l'article 24-a, la présente ordonnance continuera à régir le dépar-

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of amendment to Ordinance No. 5, revised, of the Minimum Wage Commission, adopted on September 6, 1946, has been approved by Order in Council number 3765, of September 18, 1946.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 5 revised

Silk Textile Industry

Ordinance of amendment

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following, to wit:

1. *Ordinance No. 5 revised, amended*: Ordinance No. 5 revised of the Fair Wage Board now an ordinance of the Minimum Wage Commission, adopted on the 30th of June 1938, approved by the lieutenant-governor in council on the 9th of August 1938 by Order in council No. 1398, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 13th of August 1938, and subsequently amended and renewed, is again amended as follows, to wit:

Section 2 of the said ordinance, amended by an ordinance of amendment of May 17th 1940 and replaced by an ordinance of amendment of August 29th 1941, is replaced by the following:

"2. *Exceptions*: The present Ordinance does not apply to

a) establishments not manufacturing fabrics of more than 12 inches in width;
b) establishments manufacturing yarn exclusively;

c) the yarn manufacturing departments of establishments governed by the present Ordinance.

However, as provided by Section 24-A, the present Ordinance shall continue to govern the

tement de la Cie Canadian Celanese où se fabrique le filé.

2° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité des Trois-Rivières, le sixième jour du mois de septembre mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)

Copie conforme.

Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

15947-o

yarn manufacturing department of the Canadian Celanese Co."

2. *Coming into force*: The present Ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Trois-Rivières this sixth day of the month of September in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)

True copy..

J.-E. SIMARD,
General Secretary.

15947-o

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), qu'une requête lui a été présentée par "L'Association canadienne des Travailleurs de l'Automobile, inc.", 3439 rue St-Denis, Montréal, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de 10 milles, rendue obligatoire par le décret numéro 1742, du 11 juillet 1941, et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1946. 15955-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante à l'arrêté-en conseil numéro 3322, du 21 août, 1946, modifiant le décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

Le paragraphe "b" de l'article XX-A sera modifié en radiant, à l'avant-dernière ligne, les mots "l'entretien".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite modification.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 septembre 1946. 15957-o

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective-Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 163), that a request has been presented to him by "L'Association canadienne des Travailleurs de l'Automobile, inc.", 3439 St. Denis street, Montreal, to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of 10 miles, rendered obligatory by the decree number 1742, of July 11, 1941, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1946, 15955-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to Order-in-Council number 3322, of August 21, 1946, which amended the decree number 3002, of July 31, 1946, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

Subsection "b" of section XX-A will be amended by striking off the words "the maintenance" mentioned therein.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1946. 15957-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), qu'une requête lui a été présentée par "Les Cuir Pathe Limitée", Ste-Marie de Beauce, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 523, du 5 février, 1940, et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1946. 15948-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par la Section des marchands de quincaillerie, ferronnerie et peinture de l'Association des marchands détaillants du Canada Inc., district de Québec, l'Association patronale du commerce de Québec Inc., et l'Association nationale catholique des commis quincailliers de Québec Inc., à l'effet de modifier le décret numéro 1090, du 7 mars 1940 et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "f"-3 de l'article II est abrogé et remplacé par le suivant:

"3° Le terme "premier commis à la réception et à l'expédition" désigne le commis qui, soit au magasin, soit à l'entrepôt, a sous sa surveillance et sa direction, au moins 4 commis à l'expédition et à la réception de la marchandise."

2° Le paragraphe "f"-4 de l'article II est abrogé et remplacé par le suivant:

"4° Le terme "1er commis aux commandes" désigne le commis, qui au magasin, a sous sa surveillance et sa direction au moins 4 commis aux commandes."

3° Le paragraphe "g" de l'article II est abrogé et remplacé par le suivant:

"Le terme "commis" désigne tout employé masculin qui n'est pas déjà inclus dans la définition d'autre classification d'emploi dont il est question au présent décret, et, tout commis, suivant le travail qu'il fait, sera classifié comme suit:

a) "commis à la vente et aux écritures des commandes", désigne le commis qui travaille pour un employeur assujéti au décret, et s'occupe principalement de la vente des marchandises ou de l'écriture des commandes ou de leur vérification, ou marque le prix de vente des marchandises dans le livre des prix, sur la marchandise, ou sur une liste préparée à cet fin.

b) "commis à la réception et à l'expédition", désigne le commis dont le travail consiste à recevoir, débiller, étiquetter, expédier la marchandise ou la placer dans les étages du magasin ou dans les entrepôts.

c) "commis aux commandes", désigne le commis dont le travail principal consiste à préparer

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 163), that a request has been presented to him by "Les Cuir Pathe Limitée", Ste-Marie de Beauce, to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the tanners and curriers in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 523, of February 5, 1940, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1946. 15948-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by "La Section des Marchands de Quincaillerie, Ferronnerie et Peinture" of The Retail Merchants Association of Canada Inc., district of Quebec, "L'Association patronale du Commerce de Québec, inc." and "L'Association nationale catholique des Commis quincailliers de Québec, inc.", for the purpose of amending the decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trade in the City of Quebec, in the following manner:

1. Subsection "f"-3 of section II is repealed and replaced by the following:

"3. The words "receiving and shipping head clerk" mean the clerk who, whether at the store or at the warehouse, has under his supervision and direction a minimum of 4 clerks committed to the shipping and receiving of goods."

2. Subsection "f"-4 of section II is repealed and replaced by the following:

"4. The words "orders head clerk" mean the clerk who, in the store, has under his supervision and direction a minimum of 4 clerks committed to the orders."

3. Subsection "g" of section II is repealed and replaced by the following:

"The word "clerk" means any male employee which is not already included in the definition of another classification of employment referred to in the present decree and every clerk, with respect to the work he performs, shall be classified as follows:

a) "clerk committed to the sales and inscription of orders" means the clerk working for an employer governed by the decree and committed mainly to the selling of goods or the writing down of orders or their checking, or one setting down the sales price of goods on the price list, on the goods themselves or on a special list.

b) "receiving and shipping clerk" means the clerk committed to the receiving, unwrapping, labelling, shipping of goods or to the taking of such goods to the various floors of the store or to the warehouses.

c) "orders clerk" means the clerk committed mainly to the making out of orders as taken in

les commandes telles que fournies par le commis à la vente et aux écritures des commandes, à assembler la marchandise au magasin en vue de la livraison à l'acheteur."

4° Le paragraphe "b" de l'article III est amendé en ajoutant après l'alinéa 2, l'alinéa 3 comme suit:

"3° Du 15 juin au 15 septembre de chaque année, la semaine régulière de travail se terminera à 1.00 p.m. le samedi. Tout travail fait après 1.00 p.m. le samedi, du 15 juin au 15 septembre, devra être rémunéré au taux de salaire et demi calculé sur le salaire payé."

5° Le paragraphe "e" de l'article III est amendé en ajoutant au milieu dudit paragraphe après les mots "la Fête de la St-Jean-Baptiste", les mots "le Jour du Canada, le 1er juillet".

6° Le paragraphe "j" de l'article IV est amendé en ajoutant les mots suivants à la fin du premier alinéa:

"Du moment qu'une vacance se produira dans les premiers 50% de chaque catégorie, l'employé qui aura 9 années d'expérience et plus et qui aura été classifié au salaire de la 8ième année, attendant une place vacante dans les premiers 50%, devra monter automatiquement au salaire de la 9ième année, par ordre de séniorité d'années d'expérience."

Toutefois, les stipulations du présent paragraphe relatives au pourcentage des employés de chaque catégorie ne s'appliquent pas dans le cas où il n'y a que deux commis à la vente à l'emploi d'un employeur assujéti au décret."

7° Au paragraphe "k" de l'article IV, le chiffre \$0.47 est remplacé par \$0.60.

8° Au paragraphe "l" de l'article IV, le chiffre \$0.30 est remplacé par \$0.40.

9° Au paragraphe "m" de l'article IV, le chiffre \$0.21 est remplacé par \$0.25.

10° Le paragraphe "r" de l'article IV est amendé en ajoutant à la fin de ce paragraphe les mots suivants:

"Toutefois, l'employé classifié comme commis et qui fait du travail de livreur durant pas plus de 50% des heures de travail de la semaine normale de l'établissement, sera payé le salaire minimum de \$23.60 par semaine si ses années d'expérience comme commis ne stipulent pas en sa faveur un salaire supérieur, dans lequel cas, il devra être payé tel salaire supérieur conformément à ses années d'expérience."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1946.

15958-0

by the clerk committed to the sales and inscription of orders, and to the bundling of goods for delivery to the buyer."

4. Subsection "b" of section III is amended by adding the following paragraph 3 after paragraph 2:

"3. From June 15 to September 15 of each year, the regular work week shall end at 1.00 p.m. on Saturday. Work performed after 1.00 p.m. on Saturday, from June 15 to September 15, shall be remunerated at the rate of time and one half based on the wages paid."

5. Subsection "e" of section III is amended by adding in the middle of the said subsection, after the words "St. Jean-Baptiste Day", the words "Dominion Day, July 1st".

6. Subsection "j" of section IV is amended by adding the following words at the end of the first paragraph:

"When a vacancy occurs in the first 50% of each category, the employee with nine (9) years of experience and more and classified in the eighth year as to the wages, and waiting for a vacancy in the first 50%, shall automatically be promoted to the ninth year in respect of the wages, according to seniority."

However, the provisions of the present subsection respecting the percentage of the employees in each category do not apply when only two sales clerks are employed by an employer governed by the decree."

7. In subsection "k" of section IV, the rate of \$0.47 is replaced by that of \$0.60.

8. In subsection "l" of section IV, the rate of \$0.30 is replaced by that of \$0.40.

9. In subsection "m" of section IV, the rate of \$0.21 is replaced by that of \$0.25.

10. Subsection "r" of section IV is amended by adding the following words thereto:

"However, an employee classified as clerk and doing delivery work during less than 50% of the working hours contained in the regular work week of the establishment shall be paid the minimum wage of \$23.60 per week when his years of experience as clerk do not entail the payment of a higher wage rate, in which case he shall be paid such higher rate based on his years of service."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 28, 1946.

15958-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des métiers de la construction de St-Jean, à l'effet d'amender, de la façon suivante, le décret relatif aux métiers du bâtiment, arrêté ministériel numéro 1983 du 24 septembre 1938.

1° Le paragraphe "a" de l'article II est radié et remplacé par le suivant:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Joint Committee of the Building Trades of Saint John for the purpose of amending, in the following manner, the decree relating to the construction industry, Order in Council number 1983, of September 24, 1938.

1. Subsection "a" of section II is stricken off and replaced by the following:

"II. Taux de salaires: a. Les taux de salaires minima seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires horaires
Briqueur, plâtrier, maçon, y compris les tailleurs sur le chantier	\$0.88
Charpentier-menuisier, poseur de paravent (bois ou métal), chassis, fenêtres, divisions en acier, menuisier, forme à béton (boutique ou chantier), poseur de planchers de bois	0.80
Poseur de "Weatherstrips"	0.80
Electricien	0.83
Préposé aux grues	0.73
Préposé aux malaxeurs à vapeur	0.73
Préposé aux malaxeurs à gazoline	0.58
Préposé aux compresseurs	0.68
Porteur d'oiseau	0.58
Journalier (ouvrier non qualifié)	0.58
Poseur de lattes (bois ou métal)	0.80
Poseur de marbre	0.88
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapisserie, vernisseur de planchers	0.76
Plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie:	
Compagnon	0.83
Compagnon junior	0.73
Couvreur amiante, ardoise, tuile et composition:	
Compagnon	0.80
Aide	0.58
Ouvrier-tôlier	0.83
Poseur de terrazzo	0.73
Polisseurs de terrazzo:	
Machines à sec	0.68
Machines à l'eau	0.63
Poseur de tuiles	0.83
Finisseur de ciment	0.58

Poseur et préposé à l'entretien de brûleurs à l'huile, de pompes à gazoline 0.83

Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemins de fer."

2° Le paragraphe 9 de l'article XI est radié et remplacé par le suivant:

"9. Les taux de salaires payés aux apprentis seront les suivants:

a. Pour les apprentis des métiers de plombier de poseur d'appareils de chauffage, de mécanicien en tuyauterie, d'ouvrier tôlier, de charpentier-menuisier, d'électricien.

1ère année	\$0.45
2ième année	0.50
3ième année	0.55
4ième année	0.65

b. Pour les apprentis peintres, aspergeurs, vitriers, décorateurs, tapisseries:

1ère année	0.40
2ième année	0.45
3ième année	0.50
4ième année	0.60

c. Les taux de salaires payés aux apprentis briqueteurs, maçons et plâtriers seront fixés d'après un pourcentage des taux minima payables aux ouvriers qualifiés de ces métiers, et ce pourcentage de rémunération s'établit comme suit:

1ère année	45%
2ième année	55%
3ième année	60%
4ième année	75%

II. Rates of wages: a. The following shall be the minimum rates of wages for each one of the trades hereinafter mentioned:

Trades	Hourly rates
Bricklayer, plasterer, mason, including cutter on the field	\$0.88
Carpenter-joiner, erector of screens (wood or metal), sashes, windows, steel partitions, joiner, concrete forms (shop or job), wood floor makers	0.80
Weatherstripper	0.80
Electrician	0.83
Engineman (hoist)	0.73
Engineman (steam mixer)	0.73
Engineman (gasoline mixer)	0.58
Compressor operator	0.68
Hod carrier	0.58
Common worker	0.58
Lather (wood or metal)	0.80
Marble setter	0.88
Painter, sprayer, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher	0.76
Plumber, steamfitter and pipe mechanics:	
Journeyman	0.83
Junior journeyman	0.73
Roofer: asbestos, slate, tile and composition:	
Journeyman	0.80
Helper	0.58
Sheet metal worker	0.83
Terrazzo layer	0.73
Terrazzo polishers:	
Dry polishing	0.68
Water polishing	0.63
Tile setter	0.83
Cement finisher	0.58
Man doing the installation of, or maintenance work on, oil burners, gasoline pumps	0.82

Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of operations ordinarily carried on by the system maintenance men which are already governed by a collective agreement with the said railroad companies."

2. Subsection 9 of section XI is stricken off and replaced by the following:

"9. The rates of wages paid to apprentices shall be as follows:

1. For those of the plumbing, heating, pipe-fitting, sheet-iron working, and of the carpenter's, joiner's and electrician's trades:

1st year	\$0.45
2nd year	0.50
3rd year	0.55
4th year	0.65

2. For those of the painter's, sprayer's, glazier's, decorator's and paper hanger's trades:

1st year	0.40
2nd year	0.45
3rd year	0.50
4th year	0.60

The wage rates of the apprentices of the bricklayer's, mason's and plasterer's trades shall be determined according to a percentage of the minimum rates payable to the skilled workers of such trades, and the said percentage shall be established as follows:

1st year	45%
2nd year	55%
3rd year	60%
4th year	75%

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 septembre 1946. 15956-o

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 28, 1946. 15956-o

Département du Trésor. Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-gouverneur en conseil, en conformité des dispositions de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299 des Statuts Refondus 1941, a émis à la Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie, des Lettres Patentes supplémentaires aux fins de ratifier le règlement numéro 28 de la Compagnie qui porte son capital de un million à deux millions de dollars (\$1,000,000 à \$2,000,000) par l'addition de dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Donné ce vingtième jour de septembre 1946, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
15900-o Surintendant des Assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes 1941, has issued to La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie, supplementary Letters Patent to confirm by-law number 28 of the Company increasing its capital from one million to two million dollars (\$1,000,000 to \$2,000,000) by the addition of ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

Given, this twentieth day of September 1946, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
15900-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1946 — Examinations of October, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Blanchet.....	Jean-Paul.....	25	Upton, Que.	Séminaire de St-Hyacinthe

St-Hyacinthe, le 19 septembre 1946 — St. Hyacinthe, September 19th, 1946.

15940-39-2-o Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
MAURICE ROUSSEAU,
Secretary of the Bar of Richelieu.

Liquidation, avis de :

Soyez avisés par les présentes que la Burnett's Employees' Mutual Benefit Association ayant leur bureau-chef dans la ville et le district de Montréal, province de Québec, a discontinué de faire affaires depuis le premier avril 1946, et que M. A. D. Hatfield, 1800 McGregor, Montréal, a été nommé liquidateur.

Montréal, le 20 septembre 1946.
Le Secrétaire,
15913-o **L. RONNE.**

Winding up Notice :

Notice is hereby given that Burnett's Employees' Mutual Benefit Association, having its head office in the City and District of Montreal, Province of Quebec, has ceased carrying on business as and from the 1st day of April 1946, and that Mr. A. D. Hatfield, 1800 McGregor, Montreal, has been appointed liquidator.

Montreal, September 20th, 1946.
L. RONNE,
15913-o Secretary.

Minutes de notaires

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieute-

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-

nant-Gouverneur en conseil, par Me Louis Saul Joyal, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Cyrille de Wendover, district judiciaire d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Walter A. Moisan, en son vivant notaire qui pratiquait à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir: MM. P. E. Robillard, P. I. Constant et partie du greffe de J. E. Girouard. (1881-1897)

Québec, ce 26 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15959-39-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Governor in Council, by Me Louis Saul Joyal, notary, residing and practising at Saint-Cyrille de Wendover, judicial district of Arthabaska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Walter A. Moisan, in his lifetime notary who practised at Drummondville, judicial district of Arthabaska, and the records whereof the latter was assignee, to wit: Messrs. P. E. Robillard, P. I. Constant and a part of the records of J. E. Girouard. (1881-1897).

Quebec, Septembre 26, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15959-39-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 15 mai 1946.

MM. Roland Provencher, d'Arthabaska, André Taschereau, de St-Joseph-de-Beauce, Élisée Gaudet, de Sweetzburg, Joseph Patrick L. Flynn, de New Carlisle et Percé, Léonidas Cloutier, de Percé, Romulus Joly, de Joliette, Henri Lafontaine, de Mont-Laurier, Francis J. McNally, de Rouyn, Pierre DuChesne, de La Malbaie, Augustin Chénier et Albert Filteau, de Ville-Marie, et J.-C. Marchand, de St-Jérôme, tous et chacun protonotaire de la Cour Supérieure; John G. Dallain, registrateur à New Carlisle; Percy Martin, greffier de la Cour de magistrat à Chicoutimi; J.-Roch Thibault, greffier de la Cour de magistrat à Ste-Anne-des-Monts, et Ethelbert Thibault, géolier au même endroit; Roland Perrault, député-shérif à Joliette; Eugène Danis, shérif à Mont-Laurier; Paul Monty, greffier de la Paix à Montréal, et J.-P. Lamarche, directeur de la Sûreté provinciale au même endroit; Albert Fournier, shérif à Montmagny; Antonio Blondin, shérif à Nicolet; F. W. Bowie, registrateur à Campbell's Bay; J.-Almas Tremblay, registrateur à la Tuque; Gustave Jobidon, inspecteur des bureaux d'enregistrement, de Québec; Michel St-Germain, shérif à Sorel; Charles Caron, shérif à Rimouski; Rodolphe Côté, registrateur à Matane; Antoine Tremblay, shérif à Roberval; J.-H. Bellehumeur, shérif à Rouyn et Pierre Néron, shérif à La Malbaie: commissaires *per dedimus potestatem*.

Québec, 28 août 1946.

M. Fernand-G. Joanis, de Maniwaki: registrateur de la division d'enregistrement de Gatineau.

M. Edmond Fillion, 203, rue St-Alphonse, Thetford-Mines: professeur de cours théoriques de dessin mécanique, résistance des matériaux etc. à l'École d'Arts et Métiers de Thetford-Mines, à compter du 1er août 1946.

Québec, 5 septembre 1946

MM. S. James Flynn, P.C.S. conjoint à Percé; Paul-Étienne Bourbeau, registrateur à La Tuque; Léon Tremblay, registrateur conjoint à Matane, Jules-H. Brassard, registrateur à Roberval, et J.-Henri Charbonneau, shérif à Rouyn: commissaires *per dedimus potestatem*.

M. Ludovic Moore, de Ste-Foy: officier spécial au Conseil exécutif, à compter du 8 septembre 1946.

15961-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, May 15, 1946.

Messrs. Roland Provencher, of Arthabaska, André Taschereau, of St. Joseph-de-Beauce, Élisée Gaudet, of Sweetzburg, Joseph Patrick L. Flynn, of New Carlisle and Percé, Léonidas Cloutier, of Percé, Romulus Joly, of Joliette, Henri Lafontaine, of Mont-Laurier, Francis J. McNally, of Rouyn, Pierre DuChesne, of La Malbaie, Augustin Chénier and Albert Filteau, of Ville-Marie, and J. C. Marchand, of St-Jérôme, each and every one of them protonotary of the Superior Court; John G. Dallain, registrar at New Carlisle; Percy Martin, clerk of the Magistrate's Court at Chicoutimi; J. Roch Thibault, clerk of the Magistrate's Court at Ste-Anne-des-Monts, and Ethelbert Thibault, jailer at the same place; Roland Perrault, deputy-sheriff at Joliette; Eugène Danis, sheriff at Mont-Laurier; Paul Monty Clerk of the Peace at Montreal, and J. P. Lamarche, director of Provincial Police at the same place; Albert Fournier, sheriff at Montmagny; Antonio Blondin, sheriff at Nicolet; F. W. Bowie, registrar at Campbell's Bay; J. Almas Tremblay, registrar at La Tuque; Gustave Jobidon, inspector of registration offices, of Quebec; Michel St-Germain, sheriff at Sorel; Charles Caron, sheriff at Rimouski; Rodolphe Côté, registrar at Matane; Antoine Tremblay, sheriff at Roberval; J. H. Bellehumeur, sheriff at Rouyn and Pierre Néron, sheriff at La Malbaie: to be commissioners *per dedimus potestatem*.

Quebec, August 28, 1946.

Mr. Fernand G. Joanis, of Maniwaki: to be registrar for the registration division of Gatineau.

Mr. Edmond Fillion, 203 St-Alphonse Street, Thetford Mines: to be professor of theoretical courses in mechanical draughting, material resistance, etc., at the "Ecole d'Arts et Métiers" of Thetford Mines, as from the 1st of August, 1946.

Quebec, September 5, 1946.

Messrs. S. James Flynn, Joint P.S.C. at Percé; Paul-Étienne Bourbeau, registrar at La Tuque; Léon Tremblay, joint registrar at Matane, Jules H. Brassard, registrar at Roberval, and J. Henri Charbonneau, sheriff at Rouyn: to be commissioners *per dedimus potestatem*.

Mr. Ludovic Moore, of Ste-Foy: to be special officer in the Executive Council, as from September 8, 1946.

15961

Siège social

Province de Québec, District d'Abitibi

BOISVERT & LEMIRE INCORPORÉE

Avis est donné que la compagnie Boisvert & Lemire Incorporée constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, 1ère Partie, par lettres patentes en date du sept janvier mil neuf cent quarante-six, et ayant son bureau principal dans la Ville d'Amos, a établi son bureau au numéro 61, Première Avenue Est, de la Ville d'Amos.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Amos, Qué., ce sixième jour de septembre 1946.

Le Président,
LIONEL BOISVERT,
Le Secrétaire,
HENRI DROUIN.

15944-o

Head Office

Province of Quebec, District of Abitibi

BOISVERT & LEMIRE INCORPORÉE

Notice is given that the company Boisvert & Lemire Incorporée, incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent bearing date the seventh of January, nineteen hundred and forty-six, and having its head office in the town of Amos, has established its office at number 61, First Avenue East, of the town of Amos.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Amos, Que., this sixth day of September, 1946.

LIONEL BOISVERT,
President.
HENRI DROUIN,
Secretary.

15944

Soumissions

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8.00 hres de l'après-midi, mardi, le quinzième jour d'octobre 1946, pour l'achat d'une émission de \$88,000.00 d'obligations de la "Corporation du Village de Plessisville" datées le 1er octobre 1946 et remboursables par séries en 30 ans d'octobre 1947 à octobre 1976. Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêts, au choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3%, payables semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril, à Montréal, Québec ou Plessisville au choix du porteur. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier suivant les échéances. Les obligations seront de la dénomination de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque acceptée de 1% du montant de l'émission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de 60 jours publié dans la Gazette officielle de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 212).

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil Municipal qui sera tenue le quinzième jour d'octobre 1946 au lieu et heure ordinaire des séances du Conseil.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions

Objet de l'emprunt: travaux d'extension d'aqueduc et d'égouts.

Plessisville ce 23ième jour de septembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-C. SAMSON.

15949-o

Tenders

Public notice is hereby given that sealed tender and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the Undersigned up to (8.00 Eight o'clock in the afternoon, Tuesday the fifteenth day of October 1946, for the purchase of an issue of \$88,000.00 of Bonds of the "La Corporation du Village de Plessisville" dated from October 1st 1946 and redeemable serially in Thirty years from October 1st 1947 to October 1st 1976. Tenders made for these Bonds bearing interest, optionally, at 2½%, 2¾% or 3% payable semi-annually the 1st of October and 1st of April, at Montreal, Quebec or Plessisville at the option of the bearer. The rate offered may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. Bonds will be in denominations of \$100.00 or the multiples of \$100.00.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of issue.

The Bonds may be registered as to capital; they will be delivered within the shortest possible delay.

The said Bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the Quebec Official Gazette (R. S. Q., 1941, chapter 212).

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held on the fifteenth day of October 1946, at 8.00 o'clock P.M. in the Municipal Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the Tenders.

Object of the loan: Extension of waterworks and sewers.

Plessisville this twenty-third day of September 1946.

J.-C. SAMSON,
Secretary-Treasurer.

15949-o

VILLE DE NICOLET — COMTÉ DE NICOLET

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumis-

TOWN OF NICOLET — COUNTY OF NICOLET

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be

sion pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à trois heures de l'après-midi, lundi, le 21 octobre 1946, pour l'achat de \$160,000.00 d'obligations de la ville de Nicolet, datées du 1er septembre 1946 et remboursables en série du 1er septembre 1947 au 1er mars 1976 inclusive-ment.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt aux choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3%, payable semi-annuellement les 1er septembre et le 1er mars de chaque année. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances.

Le capital et les intérêts sont payables aux succursales d'une Banque, à Montréal, Québec et Nicolet.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil qui sera tenue le 21 octobre 1946, à 8 heures du soir, à la salle de l'Hôtel-de-ville de Nicolet.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tableau des échéances:

Date	Capital
1947	\$3,400.00
1948	3,500.00
1949	3,600.00
1950	3,700.00
1951	3,800.00
1952	3,900.00
1953	4,000.00
1954	4,100.00
1955	4,300.00
1956	4,400.00
1957	4,500.00
1958	4,700.00
1959	4,800.00
1960	4,900.00
1961	5,100.00
1962	5,200.00
1963	5,400.00
1964	5,600.00
1965	5,700.00
1966	5,900.00
1967	6,100.00
1968	6,200.00
1969	6,400.00
1970	6,600.00
1971	6,800.00
1972	7,000.00
1973	7,300.00
1974	7,500.00
1975	7,700.00
1976	7,900.00

Nicolet ce 24ième jour de septembre 1946.
Le Greffier de la ville de Nicolet,
15933-o ARMAND PROULX.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-ÉMILIE
COMTÉ LAC ST-JEAN

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné

received by the undersigned up to 3 o'clock in the afternoon, Monday, the 21th of October 1946, for the purchase of \$160,000.00 of bonds of the town of Nicolet, dated from the 1st of September 1946, and redeemable serially from the 1st of September 1947 to the 1st of March 1976 inclusively.

Tenders may be made for bonds bearing interest, optionally, at 2½%, 2¾% or 3%, payable semi-annually the 1st of September and the 1st of March of each year. The rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Capital and interest payable at the branches of a bank, at Montreal, Quebec and Nicolet.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption be partial it shall affect the furthest dated and the highest numbers.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council special on the 21th of October 1946, at 8 o'clock in the afternoon, at the hall of town of Nicolet.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Table of Maturities:

Date	Capital
1947	\$3,400.00
1948	3,500.00
1949	3,600.00
1950	3,700.00
1951	3,800.00
1952	3,900.00
1953	4,000.00
1954	4,100.00
1955	4,300.00
1956	4,400.00
1957	4,500.00
1958	4,700.00
1959	4,800.00
1960	4,900.00
1961	5,100.00
1962	5,200.00
1963	5,400.00
1964	5,600.00
1965	5,700.00
1966	5,900.00
1967	6,100.00
1968	6,200.00
1969	6,400.00
1970	6,600.00
1971	6,800.00
1972	7,000.00
1973	7,300.00
1974	7,500.00
1975	7,700.00
1976	7,900.00

Nicolet, this 24th day of september 1946.
ARMAND PROULX,
15933-o Town clerk.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-ÉMILIE
COUNTY OF LAKE ST-JOHN

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock

jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi, le 21 octobre 1946, pour l'achat de \$15,000.00 d'obligations de la Corporation municipale du village de St-Émilien de Desbiens, datées du 1er mai 1946 et remboursables en séries du 1er mai 1947 au 1er mai 1961 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à la Caisse Populaire de St-Émilien ou à la Caisse Centrale Desjardins, Lévis.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 21ème jour d'octobre 1946, à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale de St-Émilien de Desbiens.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Émilien de Desbiens, (Lac St-Jean), ce 20 septembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

RENÉ BOIVIN.

15916-39-2-o

CORPORATION MUNICIPALE DU CANTON DE
GRANBY

Soumissions pour Obligations

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi le vingt-trois octobre 1946, pour l'achat de \$90,000.00 d'obligations à être émises en vertu du Règlement N° 204 de la municipalité du canton de Granby, comté de Shefford, Que., Ces obligations seront datées du 1er novembre 1946, remboursables en séries en trente-cinq ans.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3%, payable semi-annuellement les 1er mai et novembre. Le capital et les intérêts seront payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Granby, Qué., à Montréal, à Québec ou à Toronto. Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de trente jours ni plus de soixante jours publié dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de la soumission, et devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de soumission. Ce dépôt ne portera pas intérêt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue le vingt-troisième jour d'octobre à 8 heures p.m. au bureau de la Corporation, 203 Principale Granby, Qué.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, Qué., ce vingt-huitième jour de septembre 1946.

LINDOR TÊTREAU,LT,

Le Secrétaire-trésorier.

15915-o

in the afternoon, Monday, the 21th day of the month of October 1946, for the purchase of an issue of \$15,000.00 of bonds of the municipal corporation of the Village of the St-Émilien, dated May 1st, 1946, and redeemable serially from May 1st, 1947, to May 1st, 1961 inclusively with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of May and on the 1st of November of each year.

Capital and interest are payable at the Caisse Popular of St-Émilien to Desbiens, or to The Caisse Central Desjardins Lévis.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 21st of the month of October 1946, at 8 o'clock in the afternoon, at the municipal hall of St-Émilien de Desbiens.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Émilien (Lake St-John) this 20th day of the month of September 1946.

RENÉ BOIVIN,

Secretary-Treasurer.

15916-39-2-o

MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWNSHIP
OF GRANBY

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, up to five o'clock in the afternoon, October 23rd, for the purchase of an issue of \$90,000.00 of Bonds to be issued in execution of By-law No. 204 of the Municipality of the Township of Granby, county of Shefford, Que. The said Bonds to be dated November 1st 1946, redeemable serially in thirty-five years.

These Bonds shall bear interest at the rate of 3%, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November. Capital and interest shall be payable at the branches of the Banque Canadienne Nationale in Granby, Que., Quebec, Montreal or Toronto. The Bonds may be registered as to capital.

The said Bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days published in the *Quebec Official Gazette*. Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender. The deposit shall not bear interest.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council to be held on the seventh day of the month of October, 1946, at 8 o'clock, P.M., at the office of the Corporation, 203 Main, Granby, Que.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Granby, Que., September 28th, 1946.

LINDOR TÊTREAU,LT,

Secretary-Treasurer.

15915-o

Canada,— Province de Québec.

VILLE DE DOLBEAU

Demande de soumissions

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Dolbeau recevra, jusqu'à trois heures de l'après-midi, mardi le 15 octobre, 1946, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" pour l'achat de \$225,000.00 d'obligations émises en vertu du règlement No. 104.

Ces obligations seront datées du 1er novembre 1946 et écherront en séries, en quatorze ans, suivant le tableau ci-après:

Année	Capital
1947	\$15,000.00
1948	15,000.00
1949	16,000.00
1950	17,000.00
1951	14,000.00
1952	14,000.00
1953	16,000.00
1954	17,000.00
1955	19,000.00
1956	19,000.00
1957	20,000.00
1958	21,000.00
1959	11,000.00
1960	11,000.00

L'intérêt sur ces obligations sera de 2½% payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables à Montréal, Québec et Dolbeau.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, sur préavis de pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date du rachat lequel avis sera publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la ville de Dolbeau pour un montant égal à 1% de celui de la soumission, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

Ces soumissions seront prises en considération à une séance du conseil qui aura lieu le 15 octobre, 1946, à 7.30 hres du soir à l'hôtel de ville de Dolbeau.

La ville de Dolbeau se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Dolbeau, ce 24 septembre, 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
D. LEFEBVRE.

15935-o

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

COMTÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées, "Soumissions pour Obligations," seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi le 15 octobre 1946, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la cité de Rivière-du-Loup comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er novembre 1946 et remboursables en séries suivant le tableau ci-après:

Canada,— Province of Quebec

TOWN OF DOLBEAU

Tender for Bonds

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Dolbeau will receive until three o'clock in the afternoon, Tuesday, October 15th, 1946, at the office of the undersigned, written sealed tenders endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of the Town of Dolbeau bonds amounting to \$225,000.00 issued in virtue of its By-Law No. 104.

These bonds will be dated November 1st, 1946, and will fall due in series, in fourteen years, as per the following schedule:

Year	Capital
1947	\$15,000.00
1948	15,000.00
1949	16,000.00
1950	17,000.00
1951	14,000.00
1952	14,000.00
1953	16,000.00
1954	17,000.00
1955	19,000.00
1956	19,000.00
1957	20,000.00
1958	21,000.00
1959	11,000.00
1960	11,000.00

The interest on these bonds will be of 2½% payable semi-annually on the first of May and the first of November of each year at Montréal, Québec or Dolbeau.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, on a previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days before the date of redemption, which notice will be published once, in the *Quebec Official Gazette*.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the town of Dolbeau, equal to 1% of the amount of this issue, which deposit will not bear interest.

These tenders will be considered at a sitting of the Town Council to be held on Tuesday, October 15th, 1946, at 7.30 p.m. at the Town Hall of Dolbeau.

The Town of Dolbeau reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Dolbeau, this 24th day of September, 1946.

D. LEFEBVRE,
Secretary-treasurer.

15935-o

CITY OF RIVIÈRE-DU-LOUP

COUNTY OF RIVIÈRE-DU-LOUP

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Tuesday the 15th of October, 1946, for the purchase of \$100,000 of bonds of the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated from November 1, 1946, and redeemable serially according to the following table:

1er novembre 1947.....	3,700.00
" " 1948.....	3,800.00
" " 1949.....	3,900.00
" " 1950.....	4,000.00
" " 1951.....	4,100.00
" " 1952.....	4,200.00
" " 1953.....	4,300.00
" " 1954.....	4,500.00
" " 1955.....	4,600.00
" " 1956.....	4,700.00
" " 1957.....	5,000.00
" " 1958.....	5,100.00
" " 1959.....	5,300.00
" " 1960.....	5,500.00
" " 1961.....	5,800.00
" " 1962.....	6,000.00
" " 1963.....	6,100.00
" " 1964.....	6,200.00
" " 1965.....	6,500.00
" " 1966.....	6,700.00

November 1st, 1947.....	3,700.00
" " 1948.....	3,800.00
" " 1949.....	3,900.00
" " 1950.....	4,000.00
" " 1951.....	4,100.00
" " 1952.....	4,200.00
" " 1953.....	4,300.00
" " 1954.....	4,500.00
" " 1955.....	4,600.00
" " 1956.....	4,700.00
" " 1957.....	5,000.00
" " 1958.....	5,100.00
" " 1959.....	5,300.00
" " 1960.....	5,500.00
" " 1961.....	5,800.00
" " 1962.....	6,000.00
" " 1963.....	6,100.00
" " 1964.....	6,200.00
" " 1965.....	6,500.00
" " 1966.....	6,700.00

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêts, au choix, à 2½%, 2¾% ou à 3% payables semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales de la banque dans la province de Québec dont le nom est mentionné dans le règlement d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Révisés de Québec, 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt lequel dépôt ne portera pas intérêt.

Les soumissionnaires devront indiquer si le prix comporte ou non l'intérêt accru. Ces soumissions seront prises en considération à la séance du conseil qui sera tenue mardi, le 15 octobre 1946, à 8.30 hrs. p.m. à l'Hotel de Ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Rivière-du-Loup, ce 24ième jour de septembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
J. LEBEL.

15934-o

Tenders may be made for bonds bearing interest, optionally, at 2½%, 2¾% or 3% payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year.

Capital and interest will be payable at all branches of the bank, in the Province of Quebec, the name of which is mentioned in the by-law concerning the loan.

The bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941. However, if redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a cheque equal to 1% of the amount of the loan, which deposit shall bear no interest.

Tenderers shall mention whether the price includes or does not include accrued interest. Said tenders will be taken into consideration at a meeting of the Council to be held on Tuesday, the 15th of October, 1946, at 8.30 o'clock P.M., at the City Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Rivière-du-Loup, this 24th day of September, 1946.

J. LEBEL,
Secretary-treasurer.

15934

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure. En matière de faillite.

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de la faillite de Lucien Chrétien, marchand général, St-Octave de l'Avenir, Gaspé Nord Qué., Débiteur.

Avis est par le présent donné que lundi, le 21 octobre 1946, à 2.30 heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Octave de l'Avenir, comté de Gaspé Nord, P.Q., l'immeuble de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Un terrain ou emplacement de 78 pieds de largeur, mesuré du nord au sud, sur une profondeur de 158 pieds, mesurée Est à Ouest, le dit terrain sis et situé en la paroisse de St-Octave de l'Avenir, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro dix-neuf (Ptie

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court. Sitting in Bankruptcy.

AUCTION SALE

In the matter of the bankruptcy of Lucien Chrétien, general merchant, St. Octave de l'Avenir, Gaspé North, Que. Debtor.

Notice is hereby given that on Monday, October 21, 1946, at 2.30 o'clock in the afternoon: there shall be sold by public auction, at the parochial church door of St. Octave de l'Avenir, county of Gaspé North, P.Q., the immovable in this bankruptcy, as follows:

ITEM A.—A lot of land or emplacement of 78, feet in width, measured from North to South, by a depth of 158 feet, measured from East to West, said lot of land being and situate in the parish of St. Octave de l'Avenir, known and designated as forming part of the lot bearing num-

de 19) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dixième rang du canton Cap Chat borné au nord par le résidu du lot 19 de Yvon Perrée, à l'est par le chemin public, au sud et à l'ouest par le résidu du lot 19 de Sieur Maurice Chrétien, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, savoir maison et hangar, y compris le Windcharger et ses batteries et tous les accessoires au dit Windcharger, tel que le tout se trouve présentement.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

La vente de cet item est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivalant à la vente du shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, Qué., le 17 septembre 1946.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 111, côte de la Montagne,

Québec, Qué.

15839-38-2-0

ber nineteen (Pt. 19) on the official cadastral plan and in the book of reference for the tenth range of the township of Cap Chat, bounded on the north by the residue of lot 19 of Yvon Perrée, on the East by the public road, on the South and West by the residue of lot 19 of Sieur Maurice Chrétien, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, namely: a house and shed, including the Windcharger and batteries thereof, and all accessories of said Windcharger, as the whole presently subsists.

Said item will be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificate may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

The sale of said item is made in conformity with articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P. and also to section forty-five of the Bankruptcy Act, said sale having the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: cash.

Québec, Que., September 17, 1946.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices: 111 Mountain Hill,

Québec, Que.

15839-38-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 244995. Blanche Racette, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Rodolphe Belisle, employé civil et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, demanderesse, contre Dame Marie Louise Racette, veuve de Adhelme Dugal, en son vivant pharmacien, Dame Eugénie Racette, épouse séparée de biens de Louis Joseph Labrosse, courtier, et ce dernier pour assister son épouse aux présentes, Dame Anna Racette, épouse commune en biens de Philippe Nobert, tavernier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Albina Racette, épouse séparée de biens d'Ernest Laurence, rentier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Violette Jeannotte, épouse séparée de biens de Nazaire Olivier dit Demers et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, défendeurs.

Avis vous est par les présentes donné qu'un jugement de la Cour Supérieure séante à Montréal, district de Montréal, rendu le 11 septembre 1946, a ordonné la licitation des immeubles ainsi désignés:

a) "Un emplacement ayant front sur la rue du Parc Lafontaine et composé des lots numéros vingt-et-un et vingt-deux de la subdivision du lot numéro huit (8-21 et 22) aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean Baptiste, mesurant cinquante pieds de largeur par cent-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 4154 et 4164 de ladite rue du Parc Lafontaine et avec toutes les servitudes s'y rattachant.

b) Un emplacement situé à l'angle des rues Sainte-Catherine est et Plessis, connu et désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-dix (690) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâ-

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 244995. Blanche Racette, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Rodolphe Belisle, civil employee, and the latter in order to authorize his wife to the presents, plaintiff, vs Dame Marie-Louise Racette, widow of Adhelme Dugal, in his living druggist, Dame Eugénie Racette, wife separate as to property of Louis Joseph Labrosse, broker, and the latter in order to authorize his wife to the presents, Dame Anna Racette, wife common as to property of Philippe Nobert, tavern keeper, and the latter personally as well as in order to authorize his wife to the presents, Dame Albina Racette, wife separate as to property of Ernest Laurence gentleman, and the latter in order to authorize his wife to the presents, Dame Violette Jeannotte, wife separate as to property of Nazaire Olivier dit Demers and the latter in order to authorize his wife to the presents, defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting in Montreal, district of Montreal, rendered on the 11th day of September 1946, the licitation of the immoveable properties described as follows, was ordered:

a) An emplacement fronting on Park Lafontaine St. in the city of Montreal, and consisting of lots numbers twenty-one and twenty-two of the subdivision of lot number eight (8-21 & 22) on the Official Plan and Book of Reference of the Village of St. Jean Baptiste measuring fifty feet in width by hundred ten feet in depth, English measure, more or less, with buildings thereon erected and bearing civics numbers 4154 to 4164 of Park Lafontaine St., with all the servitudes pertaining to the said emplacement.

b) An emplacement situated at the corner of St. Catherine St. East and Plessis St., in the city of Montreal, known and designated under No. six hundred ninety (690) on the Official Plan and Book of reference of St. Mary's ward, measuring forty-five feet in width by ninety feet in depth, English measures more or less, with buildings

tisses dessus érigées portant les numéros civiques 1451 à 1457 de la rue Ste-Catherine est à Montréal, et 1403 à 1411 de la rue Plessis, à Montréal, avec les servitudes s'y rattachant.

c) Un emplacement situé à Montréal, angle des rues Ste-Catherine est et Dorion, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur en front sur la rue Ste-Catherine est et cinquante-deux pieds de largeur en arrière, par une profondeur de cent onze pieds et huit pouces du côté de la rue Dorion et cent-dix pieds et quatre pouces de l'autre côté dudit emplacement, lequel est borné comme suit: en front par la rue Ste-Catherine; en arrière par une ruelle de dix-sept pieds de largeur faisant partie de la partie non subdivisée du lot numéro quatre cent quarante-six des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie; d'un côté par la rue Dorion et de l'autre côté par le lot numéro neuf de la subdivision du lot numéro cent quarante-quatre du même cadastre;

Cet emplacement est composé comme suit:

1° des lots numéros un et deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-six (446-1 & 2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie;

2° des lots numéros un et deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-cinq (445-1 & 2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie;

3° et du lot numéro dix de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (444-10) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie;

avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros 1884 et 1894 de la rue Ste-Catherine est et le numéro 1286 de la rue Dorion avec les servitudes s'y rattachant.

d) Un emplacement situé à Montréal, rue Saint-Hubert, connu et désigné sous le numéro deux cent trente-neuf de la subdivision du lot numéro douze cent trois (1203-239) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec les constructions dessus érigées portant les numéros 3904 à 3908 de ladite rue Saint-Hubert, et avec les servitudes s'y rattachant et notamment un droit de passage, en commun, avec qui de droit dans la ruelle en arrière.

e) Un emplacement situé à Montréal, rue Saint-Hubert, et composé comme suit:

1° D'une partie du lot numéro seize de la subdivision du lot numéro onze cent quatre-vingt-quinze (1195 ptie 16) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques; mesurant sept pieds et neuf pouces de largeur par cent quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par la rue Saint-Hubert; en arrière par la ruelle ci-après décrite et faisant partie du lot numéro vingt-cinq de ladite subdivision du même cadastre; d'un côté par la partie ci-après décrite du lot numéro 1195-15 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 1195-16;

2° et d'une partie du lot numéro quinze de la subdivision du lot numéro onze cent quatre-vingt-quinze (1195-ptie 15) dudit cadastre; mesurant seize pieds et trois pouces de largeur par toute la profondeur de ce lot, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par la rue Saint-Hubert; en arrière par ladite ruelle; d'un côté par ledit lot numéro 1195-16 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 1195-15;

Avec la maison portant les numéros 2078 à 2082 de ladite rue Saint-Hubert, et les dépendances dessus érigées et avec les servitudes acti-

thereon erected bearing civics numbers 1451 to 1457 of the said St. Catherine St. East, in Montreal, and 1403 to 1411 of the said Plessis St., Montreal, with all the servitudes pertaining to the said emplacement.

c) An emplacement situated in Montreal, at the corner of St. Catherine St. East and Dorion St., measuring fifty-four feet in width in front on St. Catherine St. East and fifty-two feet in width at the rear, by a depth of one hundred eleven feet and eight inches on the side of Dorion St., and one hundred ten feet and four inches on the other side of the said emplacement, which is bounded as follows: at the front by St. Catherine St.; at the rear by a lane of seventeen feet in width being part of the unsubdivided part of lot No. four hundred forty-six on the official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward; on one side by Dorion St., and on the other side by lot number nine of the subdivision of lot number hundred forty-four of the same cadaster.

This emplacement is composed as follows:

1. of lots numbers one and two of the subdivision of lot number four hundred forty-six (446-1 & 2) on the Official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward.

2. of lots numbers one and two of the subdivision of lot number four hundred forty-five (445-1 & 2) on the Official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward.

3. and of lot number ten of the subdivision of lot number four hundred forty-four (444-10) on the Official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward.

with the buildings thereon erected and bearing numbers 1884 to 1894 of St. Catherine St. East and the number 1286 Dorion St., with all the servitudes pertaining to the said emplacement.

d) An emplacement situated in Montreal, on St. Hubert St., known and designated under number two hundred thirty-nine of the subdivision of lot no. twelve hundred three (1203-239) on the Official Plan and Book of Reference of St. James' ward, measuring twenty-five feet in width, by hundred nine feet in depth, English measure, more or less, with the buildings thereon erected and bearing civics numbers 3904 to 3908 of the said St. Hubert St., with all the servitudes pertaining to the said emplacement and specially a right of way, in common, with whom it may concern, in the lane at the rear.

e) An emplacement situated in Montreal, on St. Hubert St. and composed as follows:

1. Of a part of lot number sixteen of the subdivision of lot number eleven hundred ninety-five (1195 pt. 16) on the Official Plan and Book of Reference of St. James' ward, measuring seven feet and nine inches in width by one hundred forty-five feet in depth, English measure, more or less, bounded at the front by St. Hubert St., at the rear by the lane herein after described and being part of lot no. twenty five of the said subdivision of the same cadaster; on one side by the part herein after described of lot no. 1195-15 and on the other side by the residue of the said lot no. 1195-16;

2. and of a part of lot number fifteen of the subdivision of lot number eleven hundred ninety five (1195-pt. 15) of the said cadaster, measuring sixteen feet and three inches in width by all the depth of this lot, English measure, more or less, bounded at the front by St. Hubert St.; at the rear by the said lane; on one side by the said number 1195-16 and on the other side by the residue of the said lot number 1195-15.

With the house bearing numbers 2078 to 2082 of the said St. Hubert St., and dependences thereon erected with all active and passive ser-

ves et passives s'y rattachant et notamment droit de passage à perpétuité, en commun avec qui de droit, tant à pied qu'en voiture, dans la ruelle connue sous le numéro dix-neuf de la subdivision dudit lot numéro 1195 dudit cadastre; ainsi que dans celle située en arrière, composée du lot numéro quinze A de la subdivision du lot numéro onze cent quatre-vingt-dix-huit dudit cadastre et d'une partie de la partie nord-ouest du lot numéro vingt-cinq de la subdivision dudit lot numéro 1195 du même cadastre; le canal d'égoût de cette propriété étant mitoyen et devant servir aussi pour la propriété voisine; les murs latéraux de cette propriété étant aussi mitoyens; tel que le tout est plus amplement détaillé dans les titres de la propriété."

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 31 octobre 1946 à 10 h. 15 du matin, (heure de Montréal) en la salle d'audience n° 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou à telle autre chambre qui pourra être assignée à cette fin sujets aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite cour à Montréal.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre pour les immeubles décrits:

- au groupe a, d'une consignation de \$2,250.00;
- au groupe b, d'une consignation de \$3,500.00;
- au groupe c, d'une consignation de \$2,900.00;
- au groupe d, d'une consignation de \$860.00;
- au groupe e, d'une consignation de \$760.00.

Les oppositions à la vente s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard le 12e jour avant la date de la licitation et les oppositions, à fin de conserver, dans les six jours après l'adjudication à peine de forclusion.

Montréal, ce 23ième jour de septembre 1946.

Les procureurs de la demanderesse,
15928-39-2-o NANTEL & NANTEL.

vitudes pertaining and specially a perpetual right of way, in common, with whom it may concern, on foot and with vehicles, in the lane known under number nineteen of the subdivision of the said lot no. 1195 of the said cadaster; as well as in the one situated at the rear, composed of lot number fifteen A. of the subdivision of lot number eleven hundred ninety eight of the said cadaster and of one part of the North-west portion of lot number twenty-five of the subdivision of the said lot number 1195 of the same cadaster; the sewer pipe of this property being common and being for the common use of the next house, the side walls of this property being also mitoyen such as all is more fully described in the title deeds of the property.

The said immoveable properties will be put up to auction and will be adjudged to the highest and last bidder on October 31st, 1946, at a quarter past ten o'clock (Montreal known time) in the forenoon, in Room no. 31, at the Court House, in the City of Montreal, or in such other Room as may be assigned for such purpose, subject to the charges, clauses and condition indicated in the list of charges deposited at the Office of the Protonotary of the said Court at Montreal.

A deposit must be made by each bidder of \$2,250.00 with every bid for group a, of \$3,500.00 with every bid for group b, of \$2,900.00 for every bid for group c, of \$860.00 for every bid for group d, and of \$760.00 for every bid for group e.

All opposition at the sale, if there may be, must be filed at least twelve days before the date fixed for the sale, and all opposition to payment within six days after the adjudication, under penalty of foreclosure.

Montreal, this 23rd day of September 1946.

(Signed) NANTEL & NANTEL,
15928-39-2-o Attorneys for Plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de terris
Cour de Magistrat

District de Roberval;
District électoral de { ALPHONSE GAGNON, marchand
Lac St-Jean; Siégeant { de Chicoutimi, RAY-
à St-Joseph d'Alma; { MOND GAGNON,
N° 4100 comptable de Chicoutimi,
LÉO SIMARD, marchand de St-Joseph d'Alma,
MME MARIE-JEANNE JAUVIN, épouse contractuellement séparée de biens d'Adélard Deschesne et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, MME MARIE LUCE BRASSARD, épouse contractuellement séparée de biens de Lorenzo Brisson et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; faisant tous affaires sous les nom et raison sociale de "Léo Simard Enrg.", comme marchand à St-Joseph d'Alma, district de Roberval, demandeur; vs EDGAR FORTIN, journalier de Kénogami, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

District of Roberval
Electoral District of { ALPHONSE GAGNON, merchant,
Lake St. John; sitting { of Chicoutimi, RAY-
at St. Joseph d'Alma; { MOND GAGNON, accountant of Chicoutimi,
No. 4100 LÉO SIMARD, merchant of St. Joseph d'Alma,
MME MARIE-JEANNE JAUVIN, wife separate as to property by marriage contract of Adélard Deschene and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, MME MARIE LUCE BRASSARD, wife separate as to property by marriage contract of Lorenzo Brisson and the latter to authorize his wife for the purposes hereof; all carrying on business under the firm name and style of "Léo Simard Enrg.", as merchant at St. Joseph d'Alma, district of Roberval, plaintiff; vs EDGAR FORTIN, laborer, of Kénogami, district of Chicoutimi, defendant.
Against the defendant:

Une propriété située en la ville de Kénogami, sur le chemin Radin, connu et désigné comme étant un emplacement mesurant soixante-quinze pieds de front au sud, donnant sur le chemin Radin, par cent pieds de profondeur, du sud au nord, faisant partie du lot numéro vingt-huit (28) dans le rang un au cadastre officiel du canton de Jonquière, borné au nord par le résidu de la ferme de M. Fortin, ou représentants, au sud par le chemin Radin, tenant à l'est par la propriété de Paul Bouffard et à l'ouest par le résidu de la ferme susdite, avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, de Kénogami, MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1946, à DEUX heures de l'après-midi, heure normale.

Le Shérif,
Bureau du shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 24 septembre 1946. 15938-39-2-o
[Première insertion, 28 septembre 1946]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { NICK DUSKA, demandeur, vs
GEORGE SERBIN, défendeur
N° 243060 }

Un emplacement composé de quatre lots de terrain ayant front sur la rue Barré, en la ville de St-Laurent, connu et désigné sous les numéros cent quatre-vingt-douze; cent quatre-vingt-treize; cent quatre-vingt-quatorze; cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot original numéro deux cent cinquante-quatre (254-192, 193, 194-195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 153 rue Barré.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 10 OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 septembre 1946 . Le Shérif,
15600-36-2 L. P. CAISSE.
[Première insertion, 7 septembre 1946]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { DELLE LÉA GINGRAS
N° 246477 } fille majeure et usant
de ses droits, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de feu Edmond Charbonneau, demanderesse es-qualité vs J.-ARTHUR ARCHAMBAULT, es-qualité de curateur à la succession vacante de Dame Lucie Poirier-Lapierre, défendeur es-qualité.

Un emplacement ayant front sur la rue Jeanne Mance en la cité de Montréal, faisant partie de la subdivision numéro treize de la subdivision du lot numéro dix du lot original numéro douze (12-10-13Pt) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant le dit emplacement vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la dite rue Jeanne Mance, en arrière par une autre partie de la dite subdivision formant partie d'une ruelle commune, du côté sud-est par une autre partie de la dite subdivision numéro treize, qui a une largeur de dix pieds, et du côté Nord-Ouest par une autre partie de la dite subdivision numéro treize qui a une largeur de quinze pieds, avec une maison portant le numéro civique 5319 de la dite rue Jeanne Mance, les murs de laquelle sont mitoyens avec les pro-

A property situate in the town of Kénogami, on Radin Road, known and designated as being an emplacement measuring seventy-five feet in front on the South, facing Radin Road, by one hundred feet in depth, from South to North, forming part of the lot number twenty-eight (28) in range one of the official cadastre for the Township Jonquière, bounded on the North by the residue of the farm of Mr. Fortin or representatives, on the South by Radin Road, on the East by the property of Paul Bouffard and on the West by the residue of the aforesaid farm, with buildings and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Kenogami, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of OCTOBER, 1946, at TWO o'clock in the afternoon, Standard Time.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, September 24, 1946. 15938-39-2
[First insertion, September 28, 1946]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { NICK DUSKA, Plaintiff vs
GEORGE SERBIN, defendant
No. 243060 }

An emplacement composed of four lots of land fronting on Barré Street, in the Town of St-Laurent known and designated under numbers One Hundred Ninety-two; One Hundred Ninety-three; One Hundred Ninety-four; One Hundred Ninety-five of the official subdivision of the Original Lot number Two Hundred and Fifty-Four (254-192, 193, 194, 195) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St-Laurent, with buildings thereon erected bearing civic number 153 Barré Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 10th, of October next, at ten o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office.
Montreal, Sept. 5th. 1946 L. P. CAISSE,
15600-36-2-o Sheriff.
[First insertion, September 7, 1946]

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { DELLE LÉA GINGRAS,
N° 246477 } spinster and in use of
her rights in her quality of testamentary executrix of the estate of the late Edmond Charbonneau, plaintiff es-qualité; vs J.-ARTHUR ARCHAMBAULT, in his quality of curator to the vacant estate of Dame Lucie Poirier-Lapierre, defendant es-qualité.

An emplacement fronting on Jeanne Mance Street, in the city of Montreal, forming part of subdivision number thirteen of the subdivision of lot number ten of original lot number twelve (12-10-Pt. 13) on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Côte St-Louis, measuring, the said emplacement, twenty-five feet in front by ninety-three feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Jeanne Mance Street, in rear by another part of said subdivision forming part of a common lane, on the southeast side by another part of the said subdivision number thirteen, which has a width of ten feet, and on the northwest side by another part of said subdivision number thirteen which has a width of fifteen feet — with a house bearing civic number 5319 of said Jeanne Mance Street, the walls of which are "mitoyen" with the adjoining pro-

priétés adjacentes; avec l'usage en commun avec ceux y ayant droit de la ruelle en arrière du dit emplacement et des ruelles communiquant avec icelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UN OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$500 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Rhéaume, daté le 16 septembre 1946.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
Bureau du shérif,
Montréal, 24 septembre 1946. 15852-39x-2-o
(Première insertion, 21 septembre 1946 est nulle)
(Première insertion, 28 septembre 1946)

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC
N° 64/46 } contre PROPRIÉTAIRE
INCONNU, à savoir:

1° Le lot N° 508-1712-A (cinq cent huit-mille sept cent douze-A) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant la partie sud-est de l'emprise du chemin de fer Canadien National, mesurant 60 pieds de large sur une profondeur moyenne de 182 pieds et cinq dixièmes, contenant une superficie de 10,950 pieds, mesure anglaise, bornée vers le nord-est par les subdivisions Nos 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, et 1646 du dit lot N° 508, vers le sud-est par le lot N° 508-1712 (25ième rue), vers le sud-ouest par les subdivisions Nos 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754 et 1755 du dit lot N° 508 et vers le nord-ouest par l'emprise du chemin de fer Canadien National, circonstances et dépendances.

2° Le lot 508-1712-A (cinq cent huit-mille sept cent douze-A) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la Cité de Québec, étant la partie nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National, mesurant 60 pieds de large sur une profondeur moyenne de 173 pieds, contenant en superficie 10,380 pieds mesure anglaise; bornée vers le nord-est par les subdivisions 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665 et 1666 du dit lot 508, vers le sud-est par l'emprise du chemin de fer Canadien National, vers le sud-ouest par les subdivisions 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, du dit lot N° 508 et vers le nord-ouest par le lot N° 508-1712-B (27ième rue), circonstances et dépendances.

3° Partie du lot N° 508-1746 (cinq cent huit-mille sept cent quarante six) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un lot de terre de forme triangulaire, mesurant 71 pieds dans la ligne sud-est et 34 pieds dans la ligne sud-ouest contenant une superficie de 1207 pieds, mesure anglaise; bornée vers le nord par l'emprise du chemin de fer Canadien National, vers le sud-est par les lots N° 508-1747 et 508-1756 et vers le sud-ouest par le lot No 726 du cadastre officiel de Charlesbourg, circonstances et dépendances

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE-ET-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L. LAPIERRE.
Bureau du Shérif,
Québec, 25 septembre 1946. 15941-39-2-o
[Première insertion: 28 septembre 1946.]
[Seconde insertion: 12 octobre 1946.]

perties; with use in common with those having a right to the lane in rear of the said emplacement and the lanes communicating therewith.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Rhéaume, dated September 16, 1946.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, September 24, 1946. 15852-39x-2
(First insertion, September 21, 1946 is null)
(First insertion, September 28, 1946)

QUÉBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUÉBEC;
No. 64/46 } against UNKNOWN OWNER, to wit:

1. Lot No. 508-1712-A (five hundred and eighty-one thousand seven hundred and twelve-A) of the official cadastre for St. Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Quebec, being the Southeast part of the Canadian National Railway right of way, measuring 60 feet in width by a mean depth of 182 feet and five tenths, containing a superficial area of 10,950 feet, English measure, bounded towards the Northeast by subdivisions Nos: 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645 and 1646 of said lot No. 508, towards the Southeast by lot No. 508-1712 (25th street), towards the Southwest by subdivisions Nos: 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754 and 1755 of said lot No 508 and towards the Northwest by the Canadian National Railway right of way, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 508-1712-A (five hundred and eighty-one thousand seven hundred and twelve-A) of the official cadastre for St. Roch North, now Limoilou Ward, of the City of Quebec, being the Northwest part of the Canadian National Railway right of way, measuring 60 feet in width by a mean depth of 173 feet, containing a superficial area of 10,380 feet, English measure; bounded towards the Northeast by subdivisions 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665 and 1666 of said lot 508, towards the Southeast by the Canadian National Railway right of way, towards the Southwest by subdivisions 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742 of said lot No. 508 and towards the Northwest by lot No. 508-1712-B (27th street), circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 508-1746 (five hundred and eighty-one thousand seven hundred and forty-six) of the official cadastre for St. Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Quebec, being a lot of land of triangular figure, measuring 71 feet in the Southeast line and 34 feet in the Southwest line, containing in superficial area 1207 feet, English measure; bounded towards the North by the Canadian National Railway right of way, towards the Southeast by lots Nos. 508-1747 and 508-1756 and towards the Southwest by lot No. 726 of the official cadastre for Charlesbourg, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, September 25, 1946. 15941-39-2
[First insertion: September 28, 1946]
[Second insertion: October 12, 1946]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, District de Richelieu

Richelieu, { JACQUES SHOONER, résidant et
N° 10783 } faisant affaires à Pierreville, dans
le district de Richelieu, sous les noms et raison
sociale de "Shooner & Cie", demandeur vs
ÉMILE CARON, résidant à St-Bonaventure,
dans le district de Richelieu, défendeur.

"Une portion de terre située en la paroisse de
St-Bonaventure, contenant trois (3) arpents de
front, sur vingt-cinq (25) arpents de profondeur,
connue et désignée, aux plan et livre de renvoi
officiels, du cadastre d'enregistrement, du Com-
té d'Yamaska, pour la dite paroisse, par et sous
les numéros, cent soixante-dix-huit et cent so-
ixante-dix-neuf, (nos 178 et 179)."

Pour être vendus en bloc, comme une seule ex-
ploitation, à la porte d'église, de St-Bonaventure,
mardi le 29 octobre, 1946, à 3 hrs p.m.

Le Député-shérif,
FERNAND PAGÉ.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 25 septembre, 1946. 15950-39-2-o
[Première insertion, 28 septembre 1946]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure

Rimouski, { ALEXANDRE PEL-
District de Rimouski, } LETIER, mar-
N° 6807 } chand, ville de Matane,
district de Rimouski vs OCTAVE CORBIN,
de St-Luc, district de Rimouski.

Le lot N° douze (12), rang six (VI), canton
Tessier avec maison et autres bâtisses, les impen-
ses, améliorations, défrichements, et les droits
de préemption sur le dit lot.

La vente aura lieu le VINGT-NEUF OCTO-
BRE (29) 1946 à DIX heures de l'avant-midi
à la porte de l'Eglise de St-Luc, district de Ri-
mouski.

Le Shérif,
CHARLES GARON.
15939-39-2-o
[Première insertion, 28 septembre 1946]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Richelieu

Richelieu, { JACQUES SHOONER, residing and
No. 10783 } carrying on business at Pierre-
ville, in the district of Richelieu, under the firm
name and style of "Shooner & Cie", plaintiff; vs
EMILE CARON, residing at St-Bonaventure,
in the district of Richelieu, defendant.

A parcel of land situate in the parish of St-
Bonaventure, measuring three (3) arpents in
front, by twenty-five (25) arpents in depth,
known and designated, on the official cadastral
plan and in the book of reference of the County
of Yamaska, for the said parish, as and under
numbers one hundred and seventy-eight and one
hundred and seventy-nine (Nos. 178 and 179).

To be sold "en bloc", as one and the same lot,
of land, at the church door of St-Bonaventure
on TUESDAY, the TWENTY-NINTH of
OCTOBER, 1946, at THREE o'clock in the
afternoon.

FERNAND PAGÉ,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, September 25, 1946. 15950-39-2
[First insertion, September 28, 1946]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, Superior Court

Rimouski, { ALEXANDRE PEL-
District of Rimouski, } LETIER, merchant
No. 6807 } Town of Matane, dis-
trict of Rimouski; vs OCTAVE CORBIN, of
St-Luc, district of Rimouski.

Lot No. twelve (12), range six (VI), township
Tessier, with house and other buildings, repairs
improvements, clearing and preemption rights
on said lot.

The sale will take place on the TWENTY-
NINTH (29) OCTOBER, 1946, at TEN o'clock
in the forenoon, at the church door of St-Luc,
district of Rimouski.

CHARLES GARON,
Sheriff.
15939-39-2
[First insertion, September 28, 1946]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3775

Québec, le 18 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif
aux travailleurs en fourrure, commerce de
gros, dans l'île de Montréal et un rayon de
cinquante milles de ses limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions
de la Loi de la convention collective (Statuts
refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amen-
dements), l'Union Internationale des Ouvriers
du Cuir et de la fourrure, locaux 66-67 de Mont-
réal et la "Fur Manufacturers Guild Inc.", ont
présenté au Ministre du Travail une requête à
l'effet d'apporter des modifications au décret
numéro 3723, du 6 octobre 1944, relatif aux

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 5775

Quebec, September 18, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating
to the fur workers, wholesale trade, in the
Island of Montreal and a radius of fifty miles
from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the
Collective Agreement Act (Revised Statutes of
Quebec 1941, chapter 163 and amendments),
The International Fur and Leather Workers
Union, Locals 66-67 of Montreal and the Fur
Manufacturers Guild Inc. have submitted to
the Minister of Labour a request to amend the
decree number 3723, of October 6, 1944, relating
to the fur workers, wholesale trade, in the

travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal et un rayon de cinquante milles de ses limites;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 août 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail, à sa séance du 27 août 1946, a approuvé ladite requête avec rétroactivité à la première période de paye de juin 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 3723, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article I est remplacé par le suivant:

a) Un "finisseur" ou une "finisseuse de première classe" désigne toute personne qui exécute les opérations relatives à la finition de tout vêtement ou article de fourrure de première qualité, en tout ou en partie.

2° L'article II est remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction professionnelle et industrielle:* Sont assujettis au présent décret tous les signataires représentés par la partie de première part, ainsi que tous les marchands de gros, qu'ils aient ou non signé la convention. Quant aux détaillants, seulement les signataires parties à la convention sont assujettis au présent décret.

Le décret s'applique aussi à tous les employeurs ou manufacturiers s'occupant de la fabrication, de la réparation, de la reféction de manteaux, vêtements, de garnitures en fourrure, de peaux en pièces, lisières en fourrures, ou de tous articles faits, en entier ou en partie, de fourrures de toutes sortes."

3° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Salaires minima:* a) Les taux de salaires minima sont les suivants dans toute la juridiction territoriale:

Métiers	Salaires hebdomadaires
Coupeurs, 1ère classe	\$53.00
2ème classe	45.00
Ouvrier, 1ère classe	45.00
2ème classe	35.00
Ouvrières, 1ère classe	33.50
2ème classe	27.00
Finisseuse, 1ère classe	32.00
2ème classe	26.00
Finisseur, 1ère classe	40.00
2ème classe	33.00
Apprêteur et façonneur, 1ère classe	35.00
2ème classe	26.00
Apprenti-coupeur	35.00
Façonneur, 2ème classe	30.00
Examineur, 1ère classe	38.00
2ème classe	28.00

b) Tous les couseurs exécutant du travail de première ou de deuxième qualité, doivent recevoir le salaire d'un ouvrier ou ouvrière de première classe.

c) Les salariés embauchés pour rembourrer ou garnir les collets doivent recevoir \$26.00 par semaine.

d) Les tailleurs de doublures du sexe féminin qui coupent et cousent doivent recevoir \$30.00 par semaine; les faiseuses de doublures doivent recevoir \$25.00 par semaine.

e) Les salariés préposés aux peaux en pièces et les ouvriers en lisières de fourrures doivent faire deux années d'apprentissage, telles que déterminées par les règlements généraux d'apprentissage, et recevoir les taux de salaires d'apprentis. A la fin de l'apprentissage de deux an-

Island of Montreal and a radius of fifty miles from its limits;

WHEREAS the said request has been published in the issue of August 3, 1946, of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional Labour Board, at its meeting of August 27, 1946, has approved the said request with retroactive effect to the first pay period of June, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3723, be amended as follows:

1° Subsection "a" of section I is replaced by the following:

"a) A "first class finisher", male or female, is one who completes finishing operations or does any portion of any such operation on any garment or article of first class furs."

2. Section II is replaced by the following:

"II. *Professional and industrial jurisdiction:* Are subject to the present decree, all the signers whose names appear among the parties of the first part, as well as all wholesalers, whether they have signed the agreement or not. As for retailers, only those who signed the said agreement are subject to the provisions of the decree.

The present decree applies also to all employers and/or manufacturers engaged in producing, repairing, remodelling fur coats, fur garments, fur trimmings, piece plates, strippings, or any apparels and/or articles made in whole or in part of any type of furs."

3. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wages:* a) The following minimum wages shall prevail in the entire territorial jurisdiction:

Trades	Weekly rates
Cutters, 1st class	\$53.00
2nd class	45.00
Operators (male), 1st class	45.00
2nd class	35.00
Operators (female), 1st class	33.50
2nd class	27.00
Finishers (female), 1st class	32.00
2nd class	26.00
Finishers (male), 1st class	40.00
2nd class	33.00
Blockers & Trimmers, 1st class	35.00
2nd class	26.00
Apprentice-cutters	35.00
Trimmers, 2nd class	30.00
Examiners, 1st class	38.00
2nd class	28.00

b) All closers whether working on 1st or 2nd class work shall receive the wages of a first class operator.

c) Employees engaged in trimming and padding collars shall receive \$26.00 per week.

d) Female lining cutters (or those who cut and sew) shall receive \$30.00 per week. Female lining operators shall receive \$25.00 per week.

e) Employees employed on piece plates and fur strippings shall serve two years apprenticeship as governed by the general rules of apprenticeship and receive apprentice rates of pay. At the end of the two years apprenticeship, they shall be classified as second class workers

nées, ils seront classifiés comme des ouvriers de seconde classe dans leur propre métier et seront payés comme tels.

f) *Apprentis des deux sexes*: Les deux années d'apprentissage sont divisées en quatre périodes de six (6) mois:

	Par semaine
1ère période	\$12.00
2ième période	14.00
3ième période	16.00
4ième période	18.00

Note: Tous les salariés doivent recevoir une augmentation de 10% sur leur salaire hebdomadaire; cependant, aucun salarié ne peut recevoir moins que le salaire minimum établi par l'échelle des salaires du présent décret.

4° Le dernier alinéa du paragraphe "a" de l'article V est radié.

5° Les mots suivants sont radiés du paragraphe "g" de l'article V:

"les quatre (4) heures supplémentaires, au taux régulier, sont régies par les dispositions des paragraphes "f", "i" et "j" du présent article."

6° Le paragraphe "i" de l'article V est remplacé par le suivant:

"i) Nonobstant les dispositions du présent article, les établissements de détail seuls ont le droit, durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, de faire faire quatre (4) heures de travail supplémentaires pour lesquelles les salariés sont payés au taux de salaire régulier au lieu de salaire et demi; toutefois, ils ne peuvent forcer leurs salariés à exécuter ce travail supplémentaire si ceux-ci ne désirent pas le faire."

7° Le paragraphe "j" de l'article V est radié.

8° L'article X est remplacé par le suivant:

X. *Vacances payées*: Pour la période commençant le 1er janvier 1947, jusqu'à l'expiration du présent décret, les conditions suivantes s'appliquent:

1. Tous les marchands ou manufacturiers de la fourrure assujettis à ce décret doivent s'abstenir de travailler pendant la semaine commençant le 4 août 1947, jusqu'au lundi matin, le 11 août 1947.

2. Pour avoir le droit à une semaine de vacances avec paie, un ou une salarié doit avoir été à l'emploi pour un terme continu du même employeur pour une période de pas moins de six (6) mois antérieurement au 4 août 1947.

Tout salarié qui n'a pas été à l'emploi continu du même employeur pour une période de six (6) mois avant la date fixée pour les vacances, n'a le droit d'être payé pour ses vacances que le dernier jour de paie en décembre 1947, moyennant que ledit salarié aura été à l'emploi continu du même employeur subséquemment à la date des vacances. Néanmoins, tout salarié qui n'a pas complété ses six (6) mois d'emploi continu avec le même employeur à la date du dernier jour de paie en décembre 1947, aura quand même droit au paiement de la semaine de vacances lorsqu'il aura complété ses six (6) mois d'emploi continu.

3. Tout salarié embauché par l'employeur après la date des vacances n'a pas droit aux vacances durant l'année.

4. Pour l'année 1947, tout salarié qui a été à l'emploi continu du même employeur pour une période de trois (3) années ou plus, a droit à une deuxième semaine de vacances avec paie à une date qui sera déterminée par entente mutuelle entre employeur et salarié.

9° Les paragraphes "b" et "c" de l'article XIV sont remplacés par les suivants:

"b) Tous les entrepreneurs et sous-entrepreneurs doivent tenir des registres des salaires et

in their respective trade and are to be paid as such.

f) *Apprentices, Male or Female*: The two (2) years of apprenticeship are divided into four (4) periods of six (6) months each:

	Per week
1st period	\$12.00
2nd period	14.00
3rd period	16.00
4th period	18.00

Note: All employees shall receive an increase in their weekly wage or salary of 10%; however, no employee shall receive less than the minimum scale of wages established by the present decree.

4. The last paragraph of subsection "a" of section V is stricken off.

5. The following words are stricken off subsection "g" of section V:

"and the four (4) hours overtime at straight time are governed by the provisions of subsections "f", "i" and "j" of the present section."

6. Subsection "i" of section V is replaced by the following:

"i) Notwithstanding the provisions of the present article, establishments doing retail work only, shall be entitled, during the months of September, October, November and December, to work four (4) hours overtime, for which their employees are to be paid at straight time instead of time and one half; however, employees shall not be forced to work such four hours when they do not desire to do so."

7. Subsection "j" of section V is stricken off.

8. Section X is replaced by the following:

"X. *Vacation with pay*: a) For the period commencing January 1st, 1947 to the expiration of the present decree, the following provisions shall apply:

1. The entire industry governed by this decree shall refrain from working one (1) week commencing August 4th, 1947 until Monday morning, August 11th, 1947 for one week's vacation.

2. To be entitled to the week's vacation with pay, an employee must have been in the continual employ of the same employer for a period of at least six (6) months previous to August 4th, 1947. However, any employee who has not been in the continuous employ of the same employer for six (6) months prior to the date set for vacation, shall be entitled to be paid for the said vacation on the last pay-day in December, 1947 provided the employee has been continuously in the employment of the same employer subsequent to the vacation date. Nevertheless, any employee who has not completed six (6) months continuous employment with the same employer at the said last payday in December, 1947, shall only be entitled to payment for vacation upon completion of such six (6) months continuous employment.

3. Any employee hired by the employer subsequent to the date of the vacation, shall not be entitled to the vacation for that year.

4. For the year 1947, any employee who has been in the continuous employment of the same employer for a period of three (3) years or more, shall be entitled to a second week's vacation with pay at a time to be determined by mutual agreement between the employer and the employee."

9. Subsections "b" and "c" of section XIV are replaced by the following:

"b) All contractors and subcontractors must keep records of wages and hours of labour and

des heures de travail et ils sont eux-mêmes considérés comme salariés en ce qui touche les salaires et les heures de travail. Tout manufacturier confiant l'exécution de travaux à l'extérieur à des entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doit fournir une liste complète de tous ces entrepreneurs et sous-entrepreneurs au Comité paritaire."

"c) Aucun employeur régi par ce décret n'a le droit de donner du travail à contrat ou à sous-contrat à un salarié de son atelier ou de tout autre atelier.

Aucun travail à contrat ou à sous-contrat ne sera permis dans la fabrique d'un manufacturier ou ne sera toléré dans un atelier avoisinant, à moins que tel atelier soit séparé par un mur solide n'ayant aucune ouverture."

10° L'article XX est remplacé par le suivant: "XX. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1948. A l'expiration de cette période, il continuera d'être en vigueur d'année en année à moins que l'une des parties aux présentes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministère du Travail.

A. MORISSET,

15953-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3773

Québec, le 18 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1089, du 7 mars 1940, et amendements, relatif à l'industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 août 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les modifications proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 30 juillet 1946;

ATTENDU que le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification audit décret, dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mai 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1089, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

are considered as employees as regards wages and hours of labour. All manufacturers giving outside work to contractors or sub-contractors must provide the Parity Committee with a complete list of all contractors and sub-contractors to whom such work is given."

"c) No employer hereby governed is allowed to give out contracting or subcontracting to an employee employed in any factory.

No contracting or subcontracting shall be permitted on the premises of an employer nor shall such contracting or subcontracting be permitted in adjoining premises unless such premises are separated by a solid wall without any openings."

10. Section XX is replaced by the following: "XX. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until April 30th, 1948. At the expiration of this period it shall remain effective from year to year unless one of the parties hereto notifies the other in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before its expiration. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

15953-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3773

Quebec, September 18, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and boys' hat and cap industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Men's and Boys' Hat and Cap Industry has submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the decree number 1089, of March 7, 1940, and amendments, relating to the men's and boys' hat and cap industry in the Province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 3, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the amendments proposed in the said request by a decision taken at its meeting of July 30, 1946;

WHEREAS the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the said decree, in the issue of May 4, 1946, of the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS no objection has been made against the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1089, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

"III. *Heure de travail:* a) Tous les opérateurs, bloqueurs, coupeurs et faiseurs de doublures, finisseurs à la main et employés généraux sont employés soit à la pièce ou à la semaine sur la base de quarante-deux (42) heures par semaine à compter du 1er juillet 1946 jusqu'au 31 décembre 1946, et de quarante (40) heures par semaine à compter du 1er janvier 1947 jusqu'au 31 décembre 1947, réparties de la manière ci-après indiquée.

Si, lors de la date de la mise en vigueur du présent décret, le système du travail à la semaine est en vigueur dans un établissement de l'employeur, il est interdit de lui substituer le système du travail à la pièce, sans le consentement écrit du représentant dûment autorisé du Comité paritaire. Il ne doit y avoir qu'une seule base de travail pour chaque classification.

b) A compter du 1er juillet 1946 jusqu'au 31 décembre 1946, la semaine de travail est de quarante-deux (42) heures. Les journées de travail sont réparties en périodes de huit heures et demie (8½) pour les quatre premiers jours de la semaine, soit les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et de huit (8) heures le vendredi. Le travail doit commencer à 8.00 ou 8.30 a.m. et se continuer jusqu'à 5.30 ou 6.00 p.m.; le vendredi, le travail doit se continuer jusqu'à 5.00 ou 5.30 p.m. selon le cas.

A compter du 1er janvier 1947 jusqu'au 31 décembre 1947, la semaine de travail est de quarante (40) heures. Les journées de travail sont réparties en périodes de huit (8) heures pendant cinq jours, soit du lundi au vendredi inclusive. Le travail commence à 8.00 ou 8.30 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 ou 5.30 p.m., selon le cas. Il doit y avoir une interruption d'une heure pour le repas du midi, chaque jour ouvrable.

c) Tous les salariés doivent travailler quatre (4) heures additionnelles le samedi lorsque les employeurs le demandent. Ce travail doit être exécuté entre 8.00 ou 8.30 a.m. et midi ou 12.30 p.m. et ces quatre heures font partie de la période supplémentaire ci-après stipulée.

d) L'employeur doit accorder à ses salariés deux jours de congé payés, soit la fête du Travail et le Vendredi Saint. Tout travail exécuté ces jours-là par un salarié doit être rémunéré à raison de salaire double.

e) Les employeurs doivent accorder à chaque salarié à leur emploi depuis au moins douze mois, une semaine de vacances payées et la dite période de vacances doit être prise pendant les mois de juin ou juillet de chaque année et la date en est fixée après entente entre l'employeur et le salarié. Chaque salarié n'a droit qu'à une semaine de vacances payées, chaque année."

2° L'article IV est remplacé par le suivant:

"VI. *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire en excès de dix (10) heures par semaine et de 2 heures par jour est interdit.

Cependant l'employeur qui demande que ses salariés fassent quatre heures de travail supplémentaire le samedi, peut répartir les six autres heures de travail supplémentaire sur les autres jours de la semaine, du lundi au vendredi.

Dans tous les cas les dix heures supplémentaires ci-dessus mentionnées ne sont pas rémunérées à des taux majorés mais aux taux réguliers en vigueur dans son établissement.

En aucun cas, il ne doit y avoir de travail le samedi après-midi ou le dimanche.

Il est interdit à un contremaître, à une contre-maîtresse, à un entrepreneur, associé ou actionnaire, de travailler dans la classification men-

"III. *Working Hours:* a) All operators, blockers, cutters and lining makers, hand finishers and general hands, shall be employed either on a piece work or week work system on the basis of forty-two (42) hours in each week as of July first, 1946 to December 31st, 1946 and forty (40) hours in each week as of January first, 1947 to December 31st, 1947, apportioned as hereinafter provided. In no event where at the time of coming into force of this decree the basis of week work is in force in the establishment of the employer, shall it be changed therefrom to piece work without the consent in writing of the duly authorized representative of the Joint Committee. Under no circumstances should there be a dual system of work in any classification.

b) From July first, 1946 to December 31st, 1946 a week's work shall consist of forty-two hours. The work days are divided into periods of eight and one-half hours per day for the first four days of the week, namely, Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday and eight hours on Friday. Work shall begin at 8.00 or 8.30 a.m. and shall continue to 5.30 or 6.00 p.m. and on Friday to 5.00 or 5.30 p.m. as the case may be.

From January 1st, 1947 to December 31st, 1947 a week's work shall consist of forty hours. The work day shall be divided into periods of eight hours per day for five days, namely, Monday to Friday inclusive. Work shall begin at 8.00 or 8.30 a.m. and shall continue to 5.00 or 5.30 p.m. as the case may be. There shall be an interval of one hour for lunch on each working day.

c) All employees shall be obliged to work an additional four hours on Saturdays should the employers so request it. Said work to be from 8.00 or 8.30 a.m. to 12.00 or 12.30 p.m. and the said four hours to be part of the overtime period as hereinafter stipulated.

d) The employer shall give his employees two days holidays with pay, namely, Labour Day and Good Friday. Work performed on these days by any employee shall be paid for at the rate of double time.

e) The employers will grant to each employee who has been in their employ for a period of at least twelve months, one week's vacation with pay and the said vacation period shall be taken during the months of June or July in each year at a time agreed upon between the employer and the employee. Each employee shall be granted only one week's vacation with pay, each year."

2. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Overtime.* There shall not be more than ten overtime hours per week and the overtime for any given day shall not exceed two hours. However, the employer who requests that four hours overtime be worked on Saturday may divide the other six overtime hours during the week from Monday to Friday.

In all cases said ten hours overtime shall not be subject to increased rates but be paid the regular rates prevailing in his factory.

Under no circumstance shall there be any Saturday afternoon or Sunday work.

No foreman, forelady, contractor, partner or shareholder shall work in the classification mentioned after a regular day's work within the

tionnée après une journée régulière de travail, au sens du présent décret." meaning of the present decree."

3° La deuxième phrase de l'article XI, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

15951-0

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3774

Québec, le 18 septembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des métiers de la construction du comté de Terrebonne a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne;

ATTENDU qu'une requête a été également présentée au Ministre du Travail par la Fraternité Unie des Charpentiers-menuisiers d'Amérique, local 1001, de Ste-Thérèse de Blainville, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante de première part, à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret;

ATTENDU que ces deux requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation desdites requêtes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1715, soit modifié de la façon suivante:

1° La Fraternité Unie des Charpentiers-menuisiers d'Amérique, local 1001, de Ste-Thérèse de Blainville, est acceptée comme partie co-contractante et son nom est ajouté dans le décret aux parties de première part.

2° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. Travail supplémentaire: Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail supplémentaire.

La rémunération du travail supplémentaire doit être la suivante:

a) Travail exécuté entre 5.00 p.m. et 10.00 p.m. salaire et demi par rapport au salaire régulier.

b) Travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m., salaire double par rapport au salaire régulier."

3° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. Tout travail exécuté le dimanche, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et la fête

3. The second sentence of section XI, respecting the duration of the decree, is replaced by the following ones:

"It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before January 1st of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

15951-0

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3774

Québec, September 18, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne;

WHEREAS a request has been equally submitted to the Minister of Labour by the United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, local 1001, of Ste-Thérèse de Blainville, for the purpose of being accepted as co-contracting party of the first part to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree;

WHEREAS these two requests have been published in the issue of July 27, 1946, of the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said requests;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1715, be amended as follows:

1. The United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, local 1001, of Ste-Thérèse de Blainville, is accepted as co-contracting party and its name is added in the decree to the parties of the first part.

2. Section V is replaced by the following:

"V. Overtime work: Work performed between 5.00 p.m. and 8.00 a.m. is considered as overtime work.

Remuneration for overtime work shall be as follows:

a) For work performed between 5.00 p.m. and 10.00 p.m., time and one half based on the regular rate of pay;

b) For work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m., double time based on the regular rate of pay;

3. Section VI is replaced by the following:

"VI. Work performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day and Labour Day

du Travail, doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au salaire régulier."

4° L'article VII est remplacé par le suivant :

"VII. Tout travail urgent ou spécial ne pouvant, pour des raisons jugées suffisantes, être exécuté pendant les périodes journalières de travail mentionnées à l'article IV du présent décret, peut être exécuté en d'autres périodes de la journée. Ce travail est assujéti aux taux de salaires réguliers.

Note: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée du travail demeure soumise à la Loi de la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 165) et aux arrêtés ministériels pris en exécution de cette loi."

A. MORISSET,

15952-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3776

Québec, le 18 sept. 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, relatifs à l'industrie de la robe dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI a) *Heures de travail*: La semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures. Toutefois, dans les ateliers où la semaine régulière de travail est ou sera de quarante (40) heures, à la suite d'une entente entre des parties aux présentes ou autrement, telle durée de travail ne peut être augmentée.

b) *Répartition des heures*: 1. *Semaine de quarante-quatre (44) heures de travail*: Dans les ateliers ayant adopté la semaine de quarante-quatre (44) heures de travail, la durée régulière du travail de la semaine est répartie en cinq (5) jours ouvrables, de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 6.00 p.m., et le vendredi de chaque semaine, le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m., avec interruption d'une heure pour le repas du midi, chaque jour, entre midi et 1.00 p.m.

Travail supplémentaire: Le travail supplémentaire exécuté en plus des heures régulières de travail n'est permis que jusqu'à 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine. Le travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et demi. Aucun travail ne peut être exécuté avant 8.00 a.m. et après 7.00 p.m.

shall be remunerated at the rate of double time based on the regular wages."

4. Section VII is replaced by the following:

"VII. Any urgent or special work which cannot, for reasons deemed sufficient, be performed during the daily periods of work mentioned in section IV of the present decree, may be executed in other periods of the day. Such work is remunerated at the regular rate of pay.

Nota: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of labour is still subject to the Act respecting the limiting of working hours (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 165) and to the Orders in Council passed under the said Act."

A. MORISSET,

15952-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3776

Quebec, September 18, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments of the decree relating to the dress industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the issue of July 27, 1946, of the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

1° Section VI is replaced by the following:

"VI. a) *Working Hours*: A regular week's, work shall consist of forty-four (44) hours. However, in shops where a regular week's work of forty (40) hours is or will be in effect, through special agreement between any of the parties hereto, or otherwise, it is prohibited to increase such duration of work.

b) *Distribution of Hours*: 1. *Forty-four (44) Hours Work Week*: In shops operating on a forty-four (44) hour-work week basis, a regular week's work shall be divided into five (5) working days as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week, work shall begin at eight (8.00) o'clock a.m. and continue until six (6.00) o'clock p.m., and on Friday, in each week, work shall begin at eight (8.00) o'clock a.m. and shall continue until five (5.00) o'clock p.m., with an interval of one hour for lunch on each day between twelve (12.00) o'clock noon and one (1.00) o'clock p.m.

Overtime: Overtime work, in addition to and after regular hours will be permitted only up to and not later than seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week. Overtime work shall be paid for at the rate of time and one half. All work is prohibited before eight (8.00) o'clock a.m. and

les lundi, mardi, mercredi et jeudi et avant 8.00 a.m., et après 5.00 p.m. le vendredi de chaque semaine.

2° *Semaine de quarante (40) heures de travail*: Dans les ateliers ayant adopté la semaine de quarante (40) heures de travail, la durée régulière du travail de la semaine est répartie en cinq (5) jours ouvrables, de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m., avec interruption d'une heure pour le repas du midi, chaque jour, entre midi et 1.00 p.m.

Travail supplémentaire: Le travail supplémentaire exécuté en plus des heures régulières de travail n'est permis qu'entre 5.00 p.m. et 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine. Le travail supplémentaire exécuté entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m. doit être rémunéré aux taux réguliers de salaire, et le travail supplémentaire exécuté entre 6.00 p.m. et 7.00 p.m. doit être rémunéré à raison de salaire et demi. Aucun travail ne peut être exécuté avant 8.00 a.m. et après 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et avant 8.00 a.m. et après 5.00 p.m. le vendredi de chaque semaine.

c) Aucun travail ne peut être exécuté les samedi et dimanche.

d) Aucun travail ne peut non plus être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi, soit entre midi et 1.00 p.m. chaque jour ouvrable.

e) Le salarié ne peut refuser d'exécuter du travail supplémentaire tel que ci-haut décrit, lorsqu'il est requis de le faire. Durant la période du 1er avril au 15 juin, les employeurs ont le droit de déduire de la période de travail supplémentaire des ouvriers travaillant à la pièce, tout le temps perdu par ces ouvriers à la suite de retards ou d'absences volontaires."

2° L'article VII est radié.

3° L'article VIII est remplacé par le suivant: "VIII. *Salaires minima pour le travail à la semaine ou à la pièce*: Les taux minima suivant pour la semaine de quarante-quatre (44) heures s'appliquent aux salariés énumérés ci-après:

Par semaine

Coupeur compétent, classe I.	\$34.95
Coupeur semi-compétent, classe II.	25.45
Étaleur.	12.97
Opérateur.	15.05
Drapeuse.	14.53
Faiseuse d'échantillons.	15.05
Finisseuse.	13.23
Examineuse.	12.97
Pleur.	11.42
Assistant-presseur.	11.42
Ouvrier général.	11.42
Presseur.	23.60
Presseuse.	14.53

Aucun taux à la pièce ne peut être fixé à moins qu'il ne soit égal aux minima ci-haut.

Clause spéciale pour l'augmentation des minima ci-haut:

Les échelles de salaires minima ci-haut seront augmentées après la mise en vigueur de ce décret, mais seulement à condition que des minima et des heures de travail similaires soient rendus obligatoires dans la même industrie, dans la province d'Ontario.

Après six mois:

Opérateur.	\$ 15.52
Drapeuse.	14.84
Faiseuse d'échantillons.	15.52

Par semaine

after seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday and before eight (8.00) o'clock a.m. and after five (5.00) o'clock p.m. on Friday of each week.

2. *Forty (40) Hours Work Week*: In shops operating on a forty (40) hour-work week basis, a regular week's work shall be divided into five working days, as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, work shall begin at eight (8.00) o'clock a.m. and shall continue until five (5.00) o'clock p.m. with an interval of one hour for lunch on each day between twelve (12.00) o'clock noon and one (1.00) p.m.

Overtime: Overtime work, in addition to and after regular hours will be permitted only from five (5.00) o'clock p.m. to seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week. Overtime work from five (5.00) o'clock p.m. to six (6.00) o'clock p.m. shall be paid for at regular single rates, and overtime work from six (6.00) o'clock p.m. to seven (7.00) o'clock p.m. shall be paid for at the rate of time and one half. All work is prohibited before eight (8.00) o'clock a.m. and after seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and before eight (8.00) o'clock a.m. and after five (5.00) o'clock p.m. on Friday of each work week.

c) All work on Saturday and Sunday is prohibited.

d) Work is also prohibited during the lunch hour interval, which is between twelve (12.00) o'clock noon and one (1.00) o'clock in the afternoon on each working day.

e) When required to do so, the employee cannot refuse of his own accord to perform overtime work as hereinabove referred to. During the months from April 1st to June 15th, employers shall have the right to deduct from overtime of piece workers, all time lost through lateness in coming to work or absence from work, of their own volition."

2. Section VII is stricken.

3. Section VIII is replaced by the following: "VIII. *Minimum Scale of Wages for Week or Piece Work*: The following minimum scale of wages per week of forty-four (44) hours shall apply to the employees hereinafter enumerated:

Per week

Skilled Cutter, Grade I.	\$34.95
Semi-skilled Cutter, Grade II.	25.45
Spreader.	12.97
Operator.	15.05
Draper.	14.53
Sample Maker.	15.05
Finisher.	13.23
Examiner.	12.97
Folder.	11.42
Presser's Assistant.	11.42
General Hand.	11.42
Presser, Male.	23.60
Presser Female.	14.53

No piece work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minima as above mentioned.

Special Provision for Increase of Above Minimum Scales of wages:

The above scales of wages shall be increased after the present Decree becomes effective, but only on condition that similar minimum rates and similar hours are established by law for the same industry in the Province of Ontario:

At the end of six months:

Per week

Operator.	\$ 15.52
Draper.	14.84
Sample Maker.	15.52

Finisseuse.	13.49	Finisher.	13.49
Assistant-presseur.	11.88	Presser's Assistant.	11.88
Ouvrier général.	11.88	General Hand.	11.88
Presseuse.	14.84	Presser, Female.	14.84
<i>Après douze mois: Par semaine</i>		<i>At the end of twelve months: Per week</i>	
Opérateur.	\$ 16.45	Operator.	\$ 16.45
Drapeuse.	15.31	Draper.	15.31
Faiseuse d'échantillons.	16.45	Sample Maker.	16.45
Presseuse.	15.31	Presser, Female.	15.31
<i>Après dix-huit mois: Par semaine</i>		<i>At the end of eighteen months: Per week</i>	
Opérateur.	\$ 17.33	Operator.	\$ 17.33
Drapeuse.	16.30	Draper.	16.30
Faiseuse d'échantillons.	17.33	Sample Marker.	17.33
Presseuse.	15.78	Presser, Female.	15.78

Les salaires des apprentis coupeurs et des autres apprentis restent tels que stipulés ci-après, mais si les augmentations précédentes sont mises en vigueur, le maximum dans chaque cas doit être en accord avec les modifications ci-dessus dans les échelles de salaires."

4° L'article VIII-A est radié.

5° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Apprentis*: Les employeurs ayant sept coupeurs compétents et semi-compétents ou plus ont le droit d'employer un apprenti. Les ateliers employant moins de sept coupeurs compétents et semi-compétents n'ont pas le droit d'employer d'apprenti.

Un apprenti coupeur est celui qui apprend le métier et les apprentis-coupeurs qui travaillent pour la première fois dans l'industrie après la mise en vigueur du présent décret, doivent travailler selon l'échelle de salaires suivante:

	<i>Par semaine</i>
Pour commencer.	\$ 7.27
Après 6 mois.	9.34
Après 12 mois.	11.42
Après 18 mois.	14.53
Après 24 mois.	18.68
Après 30 mois.	20.76
Après 36 mois.	25.45

Subséquentement, le salaire est le même que pour les coupeurs semi-compétents.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas excéder quinze pour cent (15%) du nombre des employés d'un atelier donné. Un apprenti-opérateur, finisseur, presseur, examinateur, ouvrier général, est un commençant et doit être payé d'après l'échelle suivante:

	<i>Par semaine</i>
Premier semestre.	\$ 7.27
Deuxième semestre.	8.72
Troisième semestre.	10.38
Quatrième semestre.	11.42

6° L'article XXIII, relatif à la durée du décret est remplacé par le suivant:

"XXIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant le 31 juillet de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

The wages of apprentice-cutters and other apprentices shall remain as provided hereinafter, but, in the event that the foregoing increases become effective, the maximum reached in each case shall be in accordance with the foregoing modifications in the scales of wages.

4. Section VIII-A is stricken off.

5. Section X is replaced by the following:

"X. *Apprentices*: Any shop employing seven or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ only one apprentice. Shops employing less than seven skilled and semi-skilled cutters are not entitled to employ any apprentice.

* An apprentice-cutter is one learning the trade, and apprentice-cutters employed for the first time in the industry after the coming into force of the present Decree shall work under the following schedule:

	<i>Per week</i>
Start at.	\$ 7.27
At the end of 6 months.	9.34
At the end of 12 months.	11.42
At the end of 18 months.	14.53
At the end of 24 months.	18.68
At the end of 30 months.	20.76
At the end of 36 months.	25.45

And thereafter in accordance with the rate for semi-skilled cutters.

The number of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed fifteen per cent (15%) of the employees of such shop. An apprentice-operator, finisher, presser, examiner, general hand, is a beginner and shall work under the following schedule:

	<i>Per week</i>
During the first six months.	\$ 7.27
During the second six months.	8.72
During the first six months.	10.38
During the fourth six months.	11.42

6. Section XXIII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"XXIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until July 31, 1947. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before July 31st of each year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 39

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Proulx vs Vincent. 2591

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3627 — Concernant l'enregistrement des
véhicules automobiles. 2592
3773 — Industrie des chapeaux et cas-
quettes pour hommes et garçons dans
la province de Québec. 2614
3774 — Industrie de la construction
dans le comté de Terrebonne. 2616
3775 — Travailleurs en fourrure, com-
merce de gros, dans l'île de Montréal. 2611
3776 — Industrie de la robe dans la
province de Québec. 2617

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2563 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2563

AVIS DIVERS:

2562 MISCELLANEOUS NOTICES:

Bagotville, ville de (Tirage d'obliga-
tions). 2588
Commission scolaire de St-Augustin
(Tirage d'obligations). 2587
Commission scolaire du canton Taché
(Tirage d'obligations). 2587
Commission scolaire du village de Ba-
gotville (Tirage d'obligations). 2588
Deckelbaum Bros. Ltd. (Directeurs). 2591
Farnham (Partie-ouest), canton de
(Tirage d'obligations). 2587
Granby, canton de (Rachat d'obliga-
tions). 2587
L'Abord-à-Plouffe, village de (Obten-
tion de lettres patentes). 2584
Lachine, cité de (Rachat d'obligations). 2590
Larouche, paroisse de (Tirage d'obli-
gations). 2588
L'Association des Producteurs de Lait
des Trois-Rivières (Formation). 2584
Le Syndicat de l'U.C.C. de Bouchette
(Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de Châteauguay
(Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de Dixville
(Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Ascension-
de-Patapédia (Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-
Valère (Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-de-
Sutton (Formation). 2586
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine
(Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antonin
(Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno
(Formation). 2586
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-
de-Beauharnois (Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Jeanne-
d'Arc (Formation). 2590
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier
(Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joseph-
de-Lepage (Formation). 2586
Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterville
(Formation). 2586

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Proulx vs Vincent. 2591

ORDERS IN COUNCIL:

3627 — Concerning the registration of
motor vehicles. 2592
3773 — Men's and boys' hat and cap
industry in the Province of Québec. 2614
3774 — Construction industry in the
county of Terrebonne. 2616
3775 — Fur workers, wholesale trade,
in the Island of Montreal. 2611
3776 — Dress industry in the Province
of Quebec. 2617

2563 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2563

2562 MISCELLANEOUS NOTICES:

Bagotville, town of (Drawing of bonds). 2588
School Commission of St-Augustin
(Drawing of bonds). 2587
School Commission of the township of
Taché (Drawing of bonds). 2587
School Commission of the village of
Bagotville (Drawing of bonds). 2588
Deckelbaum Bros. Ltd. (Directors). 2591
Farnham (West Part), township of
(Drawing of bonds). 2587
Granby, township of (Redemption of
bonds). 2587
L'Abord-à-Plouffe, village of (Appli-
cation for letters patent). 2584
Lachine, city of (Redemption of bonds). 2590
Larouche, parish of (Drawing of bonds). 2588
L'Association des Producteurs de Lait
des Trois-Rivières (Formation). 2584
Le Syndicat de l'U.C.C. de Bouchette
(Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de Châteauguay
(Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de Dixville
(Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Ascension-
de-Patapédia (Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-
Valère (Formation). 2585
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-de-
Sutton (Formation). 2586
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine
(Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antonin
(Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno
(Formation). 2586
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-
de-Beauharnois (Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Jeanne-
d'Arc (Formation). 2590
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier
(Formation). 2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joseph-
de-Lepage (Formation). 2586
Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterville
(Formation). 2586

Nicolet, ville de (Rachat d'obligations)	2590
Patro Saint-Roch (Règlements)	2589
St-Augustin, paroisse de (Tirage d'obligations)	2588
St. Johns Boys Clothing Manufacturers Ltd. (Directeurs)	2586
Syndicat de Travail de Belcourt (Fondation)	2591
Syndicat National de la Valleyfield Silk Mills Inc. (Formation)	

CHARTES — ABANDON DE :

Elephantis Company Limited	2593
Emile Gauvin Limitée	2593
George W. Reed & Company Limited	2593
L'Association du Bien-Être de l'Enfance du District de St-François	2593
The Rock City Cigar Company	2593
Wentworth Commonwealth Club Inc.	2594

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM :

Ordonnance N° 5 révisée (Industrie textile de la soie)	2594
--	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DE :

TRAVAIL :

Comité paritaire des métiers de la construction de St-Jean (Modification)	2597
Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec (Modification)	2596
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)	2595
L'Association Canadienne des Travailleurs de l'Automobile, Inc. (Avis)	2595
Les Cuir Pathé Limitée (Avis)	2596

TRÉSOR :

Assurances :

La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie	2599
---	------

EXAMEN DU BARREAU :

Richelieu : étude du droit	2599
--------------------------------------	------

LETTRES PATENTES :

Apparel Accessories Inc.	2564
Atlas Adjustment Company Limited	2565
Auto-Filtration Co. Ltd	2565
Bantam Togs Manufacturing Limited	2566
Borough Holdings Ltd.	2566
Bury Industrial Association, Limited	2567
Cain-Kelly Company Limited	2567
Concernant la charte de la ville de l'Ile Cadieux — Concerning the charter of the town of l'Ile Cadieux	2582
Consolidated Investment Corporation	2568
Deakin Trading Co. Inc.	2568
D. E. Macleod Granite Inc.	2569
Drummondville Riding School Company Limited	2567
E. A. Zakibe Realities Ltd.	2570
Electronic Products Inc.	2570
Gilpin Insulation Quebec Limited	2571
G. Vigaud & Cie Ltée — G. Vigaud & Co. Ltd	2571
Handcraft Knit Ltd.	2572
Hersen Ltd	2572
Hôtel des Monts Inc.	2573
La Cie Industrielle du Château, Ltd.	2573

Nicolet, town of (Redemption of bonds)	2591
Patro Saint-Roch (By-laws)	2590
St-Augustin, parish of (Drawing of bonds)	2589
St. Johns Boys Clothing Manufacturers Ltd. (Directors)	2588
Syndicat de Travail de Belcourt (Foundation)	2586
Syndicat National de la Valleyfield Silk Mills Inc. (Formation)	2591

CHARTERS — SURRENDER OF :

Elephantis Company Limited	2593
Emile Gauvin Limitée	2593
George W. Reed & Company Limited	2593
The Child Welfare Association of the District of St. Francis	2593
The Rock City Cigar Company	2593
Wentworth Commonwealth Club Inc.	2594

MINIMUM WAGE COMMISSION :

Ordinance No. 5 revised (Silk textile industry)	2594
---	------

DEPARTMENTAL NOTICES :

LABOUR :

Joint Committee of the building trades of Saint John (Amendment)	2597
Hardware and paint trades in the city of Quebec (Amendment)	2596
Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)	2595
L'Association Canadienne des Travailleurs de l'Automobile, Inc. (Notice)	2595
Les Cuir Pathé Limitée (Notice)	2596

TREASURY :

Insurance :

La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie	2599
---	------

BAR EXAMINATION :

Richelieu : study of law	2599
------------------------------------	------

LETTERS PATENT :

Apparel Accessories Inc.	2564
Atlas Adjustment Company Limited	2565
Auto-Filtration Co. Ltd	2565
Bantam Togs Manufacturing Limited	2566
Borough Holdings Ltd.	2566
Bury Industrial Association, Limited	2567
Cain-Kelly Company Limited	2567
Concerning the charter of the town of Ile Cadieux — Concernant la charte de la ville de l'Ile Cadieux	2582
Consolidated Investment Corporation	2568
Deakin Trading Co. Inc.	2568
D. E. Macleod Granite Inc.	2569
Drummondville Riding School Company Limited	2567
E. A. Zakibe Realities Ltd.	2570
Electronic Products Inc.	2570
Gilpin Insulation Quebec Limited	2571
G. Vigaud & Co. Ltd. — G. Vigaud & Cie Ltée	2571
Handcraft Knit Ltd.	2572
Hersen Ltd	2572
Hôtel des Monts Inc.	2573
La Cie Industrielle du Château, Ltd.	2573

Lady Teen Ltd.	2573	Lady Teen Ltd.	2573
Leo Self Service Ltd.	2574	Leo Self Service Ltd.	2574
Mal-Ber Inc.	2574	Mal-Ber Inc.	2574
Marcus Bros. Inc.	2575	Marcus Bros. Inc.	2575
Mark Hanlan Machine Company, Limited.	2575	Mark Hanlan Machine Company, Limited.	2575
Morgan Dress Co. Inc.	2576	Morgan Dress Co. Inc.	2576
M. & R. Traders Inc.	2576	M. & R. Traders Inc.	2576
Neo-Beauty Line Company Limited.	2577	Neo-Beauty Line Company Limited.	2577
New System Towel Supply Co. Ltd.	2577	New System Towel Supply Co. Ltd.	2577
Northwest Investment Corporation.	2578	Northwest Investment Corporation.	2578
Orlin's Import Ltd.	2578	Orlin's Import Ltd.	2578
Prahova Mines Limited.	2578	Prahova Mines Limited.	2578
Snyder & Sons, Ltd.	2579	Snyder & Sons, Ltd.	2579
Spebra Products Manufacturing Company Ltd.	2579	Spebra Products Manufacturing Company Ltd.	2579
Speedway Motor Sales Ltd.	2580	Speedway Motor Sales Ltd.	2580
Stoll Furniture Manufacturing Company.	2580	Stoll Furniture Manufacturing Company.	2580
Trans-Canada Fur Corporation.	2580	Trans-Canada Fur Corporation.	2580
United Swiss Embroidery Co.	2581	United Swiss Embroidery Co.	2581
Wood Products Corporation.	2581	Wood Products Corporation.	2581
LETRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:		SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:	
La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie.	2583	La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie.	2583
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
Burnett's Employees' Mutual Benefit Association.	2599	Burnett's Employees' Mutual Benefit Association.	2599
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Joyal, Louis-Saul.	2599	Joyal, Louis-Saul.	2599
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	2600	Miscellaneous.	2600
SIÈGE SOCIAL:		HEAD OFFICE:	
Boisvert & Lemire Incorporée.	2601	Boisvert & Lemire Incorporée.	2601
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Dolbeau, ville de.	2604	Dolbeau, town of.	2604
Granby, canton de.	2603	Granby, township of.	2603
Nicolet, ville de.	2601	Nicolet, town of.	2601
Plessisville, village de.	2601	Plessisville, village of.	2601
Rivière-du-Loup, cité de.	2604	Rivière-du-Loup, city of.	2604
St-Émilien, village de.	2602	St-Émilien, village of.	2602
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Chrétien, Lucien.	2605	Chrétien, Lucien.	2605
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Racette et vir vs Racette et al.	2606	Racette et vir vs Racette et al.	2606
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Gagnon et al vs Fortin.	2608	Gagnon et al vs Fortin.	2608
MONTREAL:		MONTREAL:	
Duska vs Serbin.	2609	Duska vs Serbin.	2609
Gingras vs Archambault.	2609	Gingras vs Archambault.	2609
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu.	2610	City of Quebec vs Unknown owner.	2610

RICHELIEU:

Shooner vs Caron. 2611

RICHELIEU:

Shooner vs Caron. 2611

RIMOUSKI:

Pelletier vs Corbin. 2611

RIMOUSKI:

Pelletier vs Corbin. 2611

15962-o

15962-o

